

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 302

4 février 2016

SOMMAIRE

a b plus SA	14457	Shajan S.à r.l.	14455
Allegion Luxembourg Holding II SCS	14458	Smart Concept s.à r.l.	14455
Alteus Holding S.A.	14459	Sobepart S.A.	14454
Duaruz Investments S.à r.l.	14496	Socialmatter S.à r.l.	14455
Green Utility (I) Feeder SICAV-SIF	14483	Société d'Investissement Européen Spf S.A.	14456
Grosvenor Place Holding SARL	14471	Société d'Investissement Européen Spf S.A.	14454
Laboratoires Pharmedical S.A.	14460	Société d'Investissement Européen Spf S.A.	14456
Novenergia Holding Company S.A.	14461	Southern African Investments S.A.	14454
Osprey Ventures S.à r.l.	14463	Southern African Investments S.A.	14451
Panorama Capital S.à r.l.	14469	Spesa GmbH	14451
Piedanlo S.à r.l.	14466	SRM Financial Holdings S.A.	14454
Precisé S.à r.l.	14456	Star 2000 Holding S.A.	14454
Primius S.A.	14455	Stirling Real Estate S.A.	14450
Primius S.A.	14456	Stockage Industriel Invest S.A.	14453
Rainbow Bridel SA	14450	Supernova Cult S.à r.l.	14453
RDS Holding 1 S.A.	14450	Sympa S.A.	14453
Rodolph Wine Cellar Sàrl	14450	Systran Luxembourg	14453
Roma Invest Lux S.à r.l.	14456	Sytec S.à r.l.	14453
Romania Land Holding (Luxembourg) S.à r.l.	14450	Sytec S.à r.l.	14452
Salon Viviane S.à r.l.	14452	Traditionell Bauen S.à r.l.	14451
Saprim S.à r.l.	14452	Trans Service S.à r.l.	14451
Sartene S.A.	14452	T.R.I. S.A.	14451
Schaepicco Sàrl	14452		
SEIF II Corporate Investments Lux S.à r.l. ..	14455		

RDS Holding 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 169.896.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203033/10.

(150228131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Rainbow Bridel SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 139, rue Adolphe Fischer.
R.C.S. Luxembourg B 137.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203028/9.

(150227826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Romania Land Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 128.562.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 15 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203018/10.

(150228090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Rodolph Wine Cellar Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2733 Luxembourg, 6, rue Wiltheim.
R.C.S. Luxembourg B 137.005.

Constituée par-devant Me Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, en date du 30 janvier 2008,
acte publié au Mémorial C n° 886 du 10 avril 2008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RODOLPH WINE CELLAR S.à r.l.

C&D Associés S.à r.l.

Référence de publication: 2015203016/13.

(150228364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Stirling Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 146.488.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015203144/12.

(150228162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Trans Service S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3510 Dudelange, 41, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 170.714.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203183/10.

(150228203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Traditionell Bauen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8611 Platen, 4, rue des Carrières.
R.C.S. Luxembourg B 109.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015203181/11.

(150228260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

T.R.I. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 50.584.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/12/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2015203155/12.

(150227493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Southern African Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 49.477.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015203136/11.

(150228248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Spesa GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3876 Tetingen, 30, rue Pierre Schiltz.
R.C.S. Luxembourg B 95.657.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2015203138/10.

(150227561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Sytec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6921 Roodt-Syre, 4A, Banzelt.

R.C.S. Luxembourg B 90.273.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L- 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015203153/14.

(150227638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Salon Viviane S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: L-4038 Esch-sur-Alzette, 6-8, rue Boltgen.

R.C.S. Luxembourg B 79.862.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203098/10.

(150227350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Sartene S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 19.090.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203100/10.

(150227769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Saprim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 151.500.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203099/10.

(150227403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Schaepicco Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9360 Brandenbourg, 15, Haapstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 187.334.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203101/10.

(150227559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Sytec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6921 Roodt-Syre, 4A, Banzelt.

R.C.S. Luxembourg B 90.273.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L- 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015203152/14.

(150227637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Systran Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 54.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203151/10.

(150227996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Sympa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5553 Remich, 26-28, Quai de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 155.243.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2015203150/10.

(150227185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Supernova Cult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8838 Wahl, 17, Kinnekshaff.

R.C.S. Luxembourg B 129.573.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Ehnen, le 15 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203148/10.

(150228011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Stockage Industriel Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 96.346.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 15 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203145/10.

(150227795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Star 2000 Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 47.247.

—

Le bilan rectifié au 31.12.2014, qui remplace le bilan 31.12.2014, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en date du 03/11/2015 sous la référence (L150198132).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/12/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015203142/13.

(150227392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

SRM Financial Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19/21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 170.614.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203139/9.

(150227168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Southern African Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 49.477.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015203135/11.

(150227337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Sobepart S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 34.944.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOBEPART S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015203118/12.

(150227072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Société d'Investissement Européen Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 23.053.

—

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203124/9.

(150227138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Socialmatter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7593 Beringen, 23, rue Wenzel.
R.C.S. Luxembourg B 178.636.

Constituée par-devant Me Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch, en date du 5 juillet 2013, acte publié au Mémorial C n° 2102 du 29 août 2013.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SOCIALMATTER S.à r.l.
C&D Associés S.à r.l.

Référence de publication: 2015203119/13.

(150228363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Smart Concept s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3918 Mondercange, 1, rue d'Ehlerange.
R.C.S. Luxembourg B 177.158.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203117/9.

(150227331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Shajan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 154.480.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SHAJAN S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015203114/11.

(150227192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

SEIF II Corporate Investments Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 22.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 173.909.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203111/10.

(150228178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Primius S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4916 Bascharage, 25, rue Guillaume Serrig.
R.C.S. Luxembourg B 98.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2015202982/11.

(150228246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Société d'Investissement Européen Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 23.053.

—
Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203125/9.

(150227139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Société d'Investissement Européen Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 23.053.

—
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203123/9.

(150227137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Roma Invest Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 192.084.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/12/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015203054/12.

(150228184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Precisé S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 48, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 96.222.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG & MALDENER S.A.R.L.

EXPERTS COMPTABLES - FIDUCIAIRE

31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER

Signature

Référence de publication: 2015202980/13.

(150227145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Primius S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4916 Bascharage, 25, rue Guillaume Serrig.

R.C.S. Luxembourg B 98.930.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015202981/11.

(150227339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

a b plus SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9640 Boulaide, 13, rue Laewert.

R.C.S. Luxembourg B 108.401.

L'an deux mil quinze, le quatre novembre.

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme a b plus SA, avec siège social à L-9573 Wiltz, 7, Rue Michel Thilges, constituée suivant acte reçu par le notaire Roger ARRENSDORFF, notaire alors de résidence à Mondorf-les-bains, en date du 25 mai 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1156 du 5 novembre 2005, dont les statuts n'ont pas encore été modifiés à ce jour;

Inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg, sous le numéro B 108.401.

L'assemblée est ouverte à 17 heures 30 sous la présidence de Monsieur Bernard de Barsy, demeurant à L-9640 Boulaide, 13, Rue Laewert, qui fait également office de scrutateur et qui désigne comme secrétaire Monsieur Max Wagner, demeurant professionnellement à Wiltz, Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour

1.- Transfert du siège social de Wiltz à Boulaide

2.- Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations éventuelles des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège social de Wiltz à L-9640 Boulaide, 13, Rue Laewert et modifie en conséquence l'article 3, alinéa premier qui aura la teneur suivante:

« **Art. 3. Alinéa premier.** Le siège social de la société est établi dans la commune de Boulaide.» Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 17 heures 45.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 700 euros.

DONT ACTE, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Signé: de Barsy B., Wagner M., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Diekirch, le 13 novembre 2015. Relation: DAC/2015/19168. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015189960/53.

(150212650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Allegion Luxembourg Holding II SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 201.700.

Allegion LLC, une société régie par les lois de l'Etat du Delaware, dont le siège social est établi au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801 et immatriculée dans l'Etat du Delaware sous le numéro 5369122 (l'Associé Commandité),

A signé, le 23 novembre 2015, l'acte constitutif (le Contrat) d'une société en commandite simple (la Société) dont est extrait ce qui suit:

1. Forme et Dénomination. La dénomination de la société en commandite simple est Allegion Luxembourg Holding II SCS régie par le présent Contrat et les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Objet social. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types d'instruments de dette. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de tout type de titres de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de tout autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut entreprendre d'activités réglementées du secteur financier sans en avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques, les moyens légaux et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toute les transactions liées à des biens immeubles ou meubles qui, directement ou indirectement, se rapportent à ou favorisent son objet social.

4. Durée. La Société est constituée à la date du Contrat et pour une durée indéterminée.

5. Responsabilité des Associés Commandités de la Société. L'Associé Commandité est responsable personnellement, indéfiniment et solidairement avec la Société des engagements que les actifs de la Société ne peuvent pas couvrir.

6. Gestion de la Société. La Société est gérée par l'Associé Commandité.

Sauf disposition contraire prévue à la Section III de la Loi, aucun associé commanditaire ne pourra effectuer d'acte de gestion envers les tiers.

7. Autorité des Associés Commandités. Envers les tiers, l'Associé Commandité aura pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société dans toutes circonstances et il peut exécuter et approuver tous les actes et opérations compatibles avec l'objet social de la Société.

L'Associé Commandité peut décider de toute modification du Contrat dans la mesure où cela n'affecte pas de manière négative et importante les droits des associés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par le Contrat ou la loi, à l'assemblée générale des Associés, sont de la compétence de l'Associé Commandité.

8. Représentation. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature de son Associé Commandité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Allegion Luxembourg Holding II SCS

Référence de publication: 2015189976/51.

(150213660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Alteus Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 110.341.

L'an deux mille quinze,

le dix-huit novembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ALTEUS HOLDING S.A., avec siège social à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.341 (NIN 2005 22 19 818),

constituée suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 12 août 2005, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1445 du 23 décembre 2005.

Le capital social s'élève à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000.-), représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix Euros (EUR 10.-) chacune, entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Monsieur Christophe MIGNANI, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue,

qui se nomme lui-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Monsieur Alain ELEMQUIES, administrateur de société, demeurant professionnellement à L-1661 Luxembourg, 47 Grand-Rue.

Le bureau étant ainsi constitué Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. - Mise en liquidation de la société.
2. - Nomination d'un liquidateur.
3. - Détermination de ses pouvoirs.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée "ne varietur" par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide la mise en liquidation de la société ALTEUS HOLDING S.A. avec effet à partir de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer Monsieur Albert LEVY, dirigeant de sociétés, demeurant à Shevet Menashe St 36, Herzliya, Israel, comme liquidateur de la société.

Troisième résolution

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Monsieur le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: C. MIGNANI, A. ELEMQUIES, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 19 novembre 2015. Relation: GAC/2015/10027. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190013/52.

(150213180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Laboratoires Pharmedical S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 8.201.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand fifteen, on the sixteenth day of November.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appeared:

DRAAKEN LIMITED, a company existing under the Jersey Law, registered with the Register of Jersey Companies under the number 15018, with registered office at Equity Trust House, 28-30 The Parade, St Helier, Jersey, JE1 1EQ, "the principal"

here represented by Mr Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

"the proxyholder"

by virtue of a proxy given under private seal which, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be registered with it.

The principal, represented as stated hereabove, declares and requests the notary to act:

1. That the public limited company LABORATOIRES PHARMEDICAL S.A. (hereafter referred to as "the Company"), R.C.S. Luxembourg B8201, with registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, was incorporated by deed of Maître Roger WURTH, then notary residing in Luxembourg, on 9 December 1968, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 8 of 18 January 1969.

2. That the share capital of the Company amounts to EUR 49,578.70 (forty-nine thousand five hundred seventy-eight Euros and seventy cents) divided into 27,000 (twenty-seven thousand) shares without nominal value, entirely paid-up.

3. That the principal is sole owner of all the shares representing the subscribed capital of the Company.

4. That the principal, as sole shareholder, hereby expressly declares that it is proceeding with the dissolution of the Company with immediate effect.

5. That the activity of the Company has ceased, that the sole shareholder takes over all the assets of the Company and that as liquidator it commits itself to pay off all the liabilities, so that the liquidation of the Company is done and closed.

6. That the principal grants discharge to the members of the board of directors and to the statutory auditor.

7. That the proxyholder or the notary may proceed with the cancellation of the Company's share register.

8. That all the documents of the dissolved Company will be kept during a period of five years at the registered office of CF Corporate Services, R.C.S. B165872.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le seize novembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

DRAAKEN LIMITED, une société de droit de Jersey, enregistrée au Register of Jersey Companies sous le numéro 15018, ayant son siège social à Equity Trust House, 28-30 The Parade, St Helier, Jersey, JE1 1EQ,

«la mandante»

ici représentée par Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

«le mandataire»

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

La mandante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1. Que la société anonyme LABORATOIRES PHARMEDICAL S.A. (ci-après dénommée «la Société»), R.C.S. Luxembourg B8201, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, a été constituée suivant acte reçu par Maître Roger WURTH, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 décembre 1968, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 8 du 18 janvier 1969.

2. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à EUR 49.578,70 (quarante-neuf mille cinq cent soixante-dix-huit Euros et soixante-dix cents) représenté par 27.000 (vingt-sept mille) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

3. Que la mandante est propriétaire de la totalité des actions représentatives du capital souscrit de la Société.

4. Que la mandante, en tant qu'actionnaire unique, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

5. Que l'activité de la Société a cessé, que l'actionnaire unique est investie de tout l'actif et qu'en sa qualité de liquidateur elle s'engage à régler tout le passif, de sorte que la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

6. Que décharge pleine et entière est donnée aux membres du conseil d'administration et au commissaire aux comptes.

7. Que le mandataire ou le notaire peut procéder à l'annulation du registre des actions de la Société.

8. Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège de CF Corporate Services, R.C.S. B165872.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Pierre LENTZ, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 18 novembre 2015. Relation GAC/2015/9933. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015190333/82.

(150213369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Novenergia Holding Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 21, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 172.582.

L'an deux mille quinze, le treize (13) novembre.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Manuel LENTZ, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial du Directoire de la société NOVENERGIA HOLDING COMPANY S.A., avec siège social à 21, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 172.582.,

constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 31 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association numéro 2957 du 6 décembre 2012 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte du notaire instrumentaire en date du 16 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 3572 du 26 novembre 2014,

suyant pouvoir lui donné à Luxembourg le 12 novembre 2015 afin de faire constater la présente augmentation de capital suite à la décision du Directoire de la Société prise lors de la séance tenue en date du 2 novembre 2015 (ci-après la «Résolution»).

Laquelle procuration ainsi qu'un extrait du procès-verbal de la séance du Directoire du 12 novembre 2015 précitée, après signature ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, resteront annexés au présent acte pour être soumis en même temps aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter les déclarations et constatations suivantes:

I.- Le capital souscrit de la Société s'élève actuellement à EUR 454.000.000,00, représenté par 4.540.000 actions d'une valeur nominale de EUR 100,00 et divisé en 4.500.000 actions ordinaires et 40.000 Actions Privilégiées Sans Droit de Vote de Catégorie A.

II.- En vertu de l'article 5.3 des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société est fixé à EUR 700.000.000,00 (sept cent millions d'euros) représenté par 6.000.000,00 (six millions) d'actions ordinaires et 1.000.000 (un million) d'Actions Privilégiées Sans Droit de Vote de Catégorie A, ayant toutes une valeur nominale de EUR 100,00.

III.- En vertu des statuts de la Société, le Directoire de la Société est autorisé à augmenter le capital souscrit dans les limites du capital autorisé et à modifier l'article 5 des statuts de manière à refléter l'augmentation de capital.

IV.- Le Directoire de la Société, dans la Résolution, et en conformité des pouvoirs lui conférés en vertu des statuts de la Société,

a décidé une augmentation du capital souscrit à concurrence de EUR 7.000.000,00 (sept millions d'euros),

afin de le porter de son montant actuel de EUR 454.000.000,00 (quatre cent cinquante-quatre millions d'euros), représenté par 4.540.000 (quatre millions cinq cent quarante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euros) chacune et divisé en 4.500.000 (quatre millions cinq cent mille) actions ordinaires et 40.000 (quarante mille) Actions Privilégiées sans Droit de Vote de Catégorie A,

au montant de EUR 461.000.000.- (quatre cent soixante-et-un millions d'euros), représenté par 4.610.000 (quatre millions six cent dix mille) actions d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euros) chacune et divisé en 4.500.000 (quatre millions cinq cent mille) actions ordinaires et 110.000 (cent dix mille) Actions Privilégiées sans Droit de Vote de Catégorie A,

par la création et l'émission de 70.000 (soixante-dix mille) Actions Privilégiées sans Droit de Vote de Catégorie A d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euros) chacune et ayant les mêmes droits et obligations que les Actions Privilégiées sans Droit de Vote de Catégorie A existantes (les «Nouvelles Actions»).

V. - Toutes les Nouvelles Actions ont été entièrement souscrites comme suit:

1. 14.170 Nouvelles Actions ont été souscrites par UNION BANCAIRE PRIVEE (EUROPE) S.A., une société établie et ayant son siège social à L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 9.471.

2. 55.830 Nouvelles Actions ont été souscrites par ASM RENEWABLES S.à.r.l., une société établie et ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.194.

La réalité des souscriptions a été prouvée au notaire instrumentant par des déclarations de souscription.

VI. Toutes les Nouvelles Actions ont été entièrement libérées comme suit:

1. UNION BANCAIRE PRIVEE (EUROPE) S.A. précitée a libéré 14.170 Nouvelles Actions par un apport en numéraire consistant en la somme de EUR 1.417.000,00 (un million quatre cent dix-sept mille euros) ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

2. ASM RENEWABLES S.à.r.l. précitée a libéré 55.830 Nouvelles Actions par un apport en nature s'élevant à montant total de EUR 5.583.000,00 (cinq millions cinq cent quatre-vingt-trois mille euros) consistant:

- pour EUR 25.000,00 (vingt-cinq mille euros) en la participation détenue par ASM RENEWABLES S.à.r.l. précitée dans la société de droit espagnol NOVENERGIA LOBON S.L., ayant son siège social à Calle Francisco de Goya, 2, 06498 Lobón, Badajoz (Espagne), inscrite sous le Certificado de Identificación Fiscal/numéro B64820178;

- pour EUR 623.561,25 (six cent vingt-trois mille cinq cent soixante-et-un euros et 25 centimes) par la conversion en capital, à hauteur du même montant, d'une créance d'un montant total de EUR 623.561,25 (six cent vingt-trois mille cinq cent soixante-et-un euros et 25 centimes) que ASM RENEWABLES S.à.r.l., précitée détient actuellement envers NOVENERGIA LOBON S.L., précitée;

- pour EUR 89.531,76 (quatre-vingt-neuf mille cinq cent trente-et-un euros et soixante-seize centimes) en la participation détenue par ASM RENEWABLES S.à.r.l., précitée dans la société de droit bulgare NOVENERGIA II OOD, ayant son siège social à 9, Tsarigradsko Shousse Blvd., fl. 4, ap. 16, Sofia (Bulgarie), inscrite sous le Unified Registration Code numéro 200092456;

- pour EUR 4.844.906,99 (quatre millions huit cent quarante-quatre mille neuf cent six euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes) par la conversion en capital, à hauteur du même montant, d'une créance d'un montant total de EUR 4.844.906,99 (quatre millions huit cent quarante-quatre mille neuf cent six euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes) que ASM RENEWABLES S.à.r.l., précitée détient actuellement envers NOVENERGIA II BULGARIA, précitée.

En conformité avec l'article 32-1 (5) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, les crédits apports en nature ont fait l'objet d'un rapport,

établi par H.R.T. REVISION, une société anonyme ayant son siège social à L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem, en date du 9 novembre 2015, dont la conclusion (en version anglaise) est la suivante.

"Based on our due diligence procedures, nothing has come to our attention which would cause us to believe that the value of the contribution other than cash of EUR 5.583.000,00 does not correspond at least to 55.830 shares of the Company with a nominal value of EUR 100,00 each to be issued in counterpart."

Ce rapport, après avoir été signé "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé aux présentes pour être enregistré avec elles.

VII.- Que suite à la réalisation de l'augmentation du capital souscrit ci-dessus, l'article 5.1 des statuts de la Société est modifié en conséquence et aura désormais

- en sa version française, la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 461.000.000.-(quatre cent soixante-et-un millions d'euros), représenté par 4.610.000 (quatre millions six cent dix mille) actions d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euros) chacune, lesquelles ont été intégralement libérées et sont divisées en deux catégories d'actions différentes de la façon suivante:

- 1) 4.500.000 (quatre millions cinq cent mille) actions ordinaires et;
- 2) 110.000 (cent dix mille) Actions Privilégiées sans Droit de Vote de Catégorie A.

Les privilèges des Actions Privilégiées sans Droit de Vote de Catégorie A sont précisés aux articles 20 et 21.2 des statuts.»

- en sa version anglaise, la teneur suivante:

« **5.1.** The subscribed capital of the company is set at EUR 461,000,000.- (four hundred sixty-one million Euros), represented by 4,610,000 (four million six hundred and ten thousand) shares with a nominal value of EUR 100,- (one hundred Euros) each, which have been fully paid up and are divided into two categories of different shares as follows:

- 1) 4,500,000 (four million five hundred thousand) ordinary shares and;
- 2) 110,000 (hundred and ten thousand) Preferred shares without Voting right of Category A.

The privileges of the Preferred Shares without Voting Right of Category A are specified in articles 20 and 21.2 of the articles of association.»

Frais

Le montant total des coûts, frais, rémunérations ou dépenses, de toutes sortes, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte s'élèvent approximativement à EUR 4.500,- (quatre mille cinq cents euros).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: M. Lentz et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 18 novembre 2015. Relation: 2LAC/2015/26128. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190428/117.

(150212626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Osprey Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 38.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 164.988.

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth of August.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Olymp Verm Holdings LLC, a limited liability company incorporated and existing under the laws of the State of Utah, having its registered office at 68 East 100 South, Salem, UT 84653, USA,

here represented by its sole manager Mr. Mark NIU, private employee, with professional address at 20 Pacifica, Suite 1000, 92618 Irvine, USA.

Such appearing party has requested the undersigned notary to state that:

- The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") existing under the name of "Osprey Ventures S. à r.l." (the "Company"), with registered office at 56, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés, under number B 164.988, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on November 8th, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 48 dated January 6th, 2012. The Articles of Association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Pierre PROBST, notary

residing in Ettelbruck, Grand-Duchy of Luxembourg on August 22nd, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2985 dated October 17th, 2014.

- The Company's capital is currently set at thirty-seven thousand United States Dollars (USD 37,000), represented by thirty-seven thousand (37,000) shares having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, fully subscribed and entirely paid up.

- The agenda is worded as follows:

Agenda:

1. Transfer of the Company's registered office to 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg and subsequent amendment of article 4, first sentence, of the articles of association of the Company;
2. Revocation of Mr Ulrich BINNINGER and Mr Harmen KÖLLN as managers of the Company;
3. Appointment of Mr Mark NIU as sole manager of the company; and
4. Miscellaneous.

The sole shareholder has then requested the undersigned notary to state that:

First resolution

The sole shareholder decides to transfer the registered office of the Company from its current address 56, route de Trèves, L-2633 Senningerberg to 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, with immediate effect and subsequent amendment of article 4, first sentence, of the articles of incorporation, which should be read as follows:

“ **Art. 4. (first sentence).** The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.”

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to revoke Mr Ulrich BINNINGER and Mr Harmen KÖLLN as managers of the Company with immediate effect and resolves to give them discharge for their duty since their appointment until the date of their revocation.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint Mr Mark NIU, private employee, born on 25 February 1972 in California, USA, residing professionally at 20 Pacifica, Suite 1000, 92618 Irvine, California, USA, as sole manager of the company with immediate effect.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing persons, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le douze août.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Olymp Verm Holdings LLC, une limited liability company, constituée et existant sous la loi de l'Etat du Utah, ayant son siège social au 68 East 100 South, Salem, UT 84653, Etats-Unis,

ici représentée par son gérant unique M. Mark NIU, employé privé, avec adresse professionnelle au 20 Pacifica, Suite 1000, 92618 Irvine, Californie, Etats-Unis d'Amérique.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- La comparante est l'associée unique de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de "Osprey Ventures S. à r.l." (la "Société"), avec siège social au 56, route de Trèves, L-2633 Senningerberg Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro 164.988, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 8 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des

Sociétés et Associations, numéro 48 du 6 janvier 2012. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck en date du 22 août 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2985 du 17 octobre 2014.

- Le capital social de la Société est actuellement fixé à trente-huit mille US Dollar (USD 38.000.-), représenté par trente-huit mille (38.000) parts sociales de un US Dollar (USD 1.-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

- L'ordre du jour est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg et modification subséquente de l'article 4, première phrase, des statuts de la Société;

2. Révocation de Monsieur Ulrich BINNINGER et Monsieur Harmen KÖLLN en tant que gérants de la Société;

3. Nomination de Monsieur Mark NIU en tant que gérant unique de la société; et

4. Divers.

L'associée unique a ensuite pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, à savoir 56, route de Trèves, L-2633 Senningerberg au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, avec effet immédiat et de modifier l'article 4, première phrase, des statuts qui se lira désormais comme suit:

« **Art. 4. (première phrase).** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.»

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide de révoquer Monsieur Ulrich BINNINGER et de Monsieur Harmen KÖLLN, en tant que gérants de la Société, avec effet immédiat et de leur accorder décharge de leur fonction depuis leur nomination jusqu'à la date de leur révocation.

Troisième résolution

L'Associée Unique décide de nommer Monsieur Mark NIU, employé privé, né le 25 février 1972 en Californie, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 20 Pacifica, Suite 1000, 92618 Irvine, Californie, Etats-Unis d'Amérique en tant que gérant unique pour une durée indéterminée avec effet immédiat.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille deux cents euros (1.200.- EUR).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Niu et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 17 août 2015. 2LAC/2015/18770. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur ff. (signé): Yvette THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190435/117.

(150213187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Piedanlo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4391 Pontpierre, 29, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 201.705.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingtième jour de novembre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

JULUC CAPITAL S.A., une société anonyme, de droit luxembourgeois, ayant son siège social au L-4391 Pontpierre, 29, Rue de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.406, ici représenté par son administrateur unique Monsieur Marc NEUEN, administrateur, demeurant au L-4391 Pontpierre, 29, Rue de Luxembourg.

Laquelle comparante, représentée comme mentionné ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet la mise en location et la gestion de bateaux de plaisance sans skipper.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «Piedanlo S.à r.l.».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Mondercange.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à trente mille euros (EUR 30.000,-) divisé en cent (100) parts sociales de trois cents euros (EUR 300,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature individuelle de son gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième lundi du mois de juin de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2016.

Souscription et libération:

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, la comparante préqualifiée, déclare souscrire les cent (100) parts sociales comme suit:

- JULUC CAPITAL S.A., pré-qualifiée,

cent parts 100 parts

TOTAL: cent parts sociales 100 parts

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente mille euros (EUR 30.000,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille euros (EUR 1.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

La comparante, présente ou représentée comme mentionnée ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoquée, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, elle a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).

2.- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:

- Marc NEUEN, administrateur de sociétés, né le 16 mai 1972 à Luxembourg, demeurant au L-4391 Pontpierre, 29, rue de Luxembourg.

3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.

4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-4391 Pontpierre, 29, rue de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif la partie comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la société, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social tel que modifié ci-dessus, ce qui est expressément reconnu par la partie comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Windhof, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. NEUEN, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 23 novembre 2015. Relation: DAC/2015/19793. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190451/155.

(150213926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Panorama Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.

R.C.S. Luxembourg B 201.696.

—
STATUTS

L'an deux mil quinze, le treize novembre.

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

Monsieur Sébastien OTTO, né le 18 décembre 1978 à Bastogne, Belgique, employé privé, demeurant professionnellement à L-9964 Huldange, 3, Op der Schmëtt.

Lequel comparant, présent ou tel que représenté, a requis le notaire instrumentant de dresser un acte d'une société à responsabilité limitée, qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par le souscripteur, et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «PANORAMA CAPITAL Sàrl».

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune de Trois-vierges.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du ou des gérants.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

Des succursales pourront être créées tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger sur décision du ou des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société a également pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur par location et de toute autre manière et, le cas échéant, la vente d'immeubles de toute nature, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

De façon générale, la Société pourra faire toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou favoriser la réalisation et elle le pourra notamment avec un établissement commercial ouvert au public.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400.-€) divisé en cent vingt-quatre (124) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.-€).

La propriété des parts sociales résulte des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Par contre, elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que de l'accord du ou des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de refus de cession, les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Une cession de parts n'est opposable à la société et aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la société ou acceptée par elle en conformité avec l'article 190 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

En cas de transmission pour cause de mort à des non-associés, les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de refus d'agrément, il est procédé comme prévu à l'article 6.

Art. 8. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables ad nutum à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont nommés pour une durée indéterminée. Leurs pouvoirs sont définis dans l'acte de nomination.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérant est requise.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Art. 15. Les produits de la société, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Les associés pourront décider, à la majorité fixée par les lois afférentes, que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou versé à un fonds de réserve extraordinaire ou distribué aux associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives ou, à défaut, par ordonnance du Président du tribunal d'arrondissement, statuant sur requête de tout intéressé.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Disposition générale

Art. 17. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

- Monsieur Sébastien OTTO, prénommé, cent vingt-quatre parts sociales	124
Total des parts: cent vingt-quatre parts	124

Toutes les parts ont été intégralement libérées en nature par Monsieur Sébastien OTTO, préqualifié, par l'apport de cinquante (50) actions d'une valeur nominale de mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250,-) chacune, qu'il possède dans la société anonyme PATRIMOINE CONSULT, R.C.S Luxembourg B 129.931, avec siège social à L-9964 Huldange, 3, Op Schmëtt.

Les associés déclarent, sur base du bilan au 31 décembre 2014 approuvé par l'assemblée, que les cinquante (50) actions d'une valeur nominale de mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250,-) chacune correspondent au capital déjà libéré de EUR 27.000,-.

Du montant de vingt-sept mille euros (EUR 27.000,-) un montant de douze mille quatre cents (EUR 12.400,-) est affecté au capital, le solde, soit quatorze mille six cents euros (EUR 14.600,-) étant affecté à un compte courant associé.

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, prend les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social de la société est établi à L-9964 Huldange, 3, Op Schmëtt.
- 2.- Le nombre de gérant est fixé à un.
- 3.- L'associé unique désigne comme gérant pour une durée indéterminée, Monsieur Sébastien OTTO, préqualifié.
- 4.- La société sera valablement engagée par la signature du gérant.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de neuf cents euros (EUR 900,-).

Dont acte, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Otto S., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Diekirch, le 19 novembre 2015. Relation: DAC/2015/19765. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015190464/124.

(150213587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Grosvenor Place Holding SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 198.851.

This twentieth day of November two thousand fifteen,
before me, Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,
appeared:

Ms. Peggy Simon, private employee, with professional address at 9, Rabatt, L-6475 Echternach, acting in her capacity as representative duly authorised in writing of:

New Era Intermediate Holding SARL, a limited liability company under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9a, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, registered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 199227 (the "Member"), being the sole member of:

Grosvenor Place Holding SARL, a limited liability company under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9a, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, registered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 198851, incorporated on 29 July 2015 as a cooperative company organised as a public limited company pursuant to a private deed executed under hand, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 2498 of September 15, 2015, converted into a limited liability company (with restatement of its articles of association) pursuant to a deed executed before me, notary, on 30 July 2015, published in the Mémorial C number 2690 of October 1, 2015. (the "Company").

The person appearing is personally known to me, notary, and the power of attorney to the person appearing is initialled *ne varietur* by the person appearing and by me, notary, and is annexed hereto.

The person appearing declared and requested me, the undersigned notary, to record the following:

Resolutions

The Member, acting as sole member of the Company, exercising the powers reserved for and vested in the general meeting, hereby resolves:

1. to appoint each of Bipin Dharamsey Nensey, born on 23 November 1956 in Muscat (Oman), residing at Villa 1415, 2029th Way, P.O. Box 136, Al Qurum, 100 Muscat, Oman, Shikar Bipin Dharamsey Nensey, born on 14 November 1983 in Mumbai (India), residing at Building 1/12, House 1075, Villa V219, 7777th Way, Block 22, 112 Muscat, Oman, Mohammed Khasru Zaman, born on 31 August 1956 in Sylhet (Bangladesh), residing at Flat 3, Building 2265, 2326th Way, Block 223, Qurum 16, 112 Muscat, Oman, and Akbar Abdulhamid Jamal Shamji, born on 22 January 1972 in Kampala (Uganda), residing at Chateau des Roses, 4 Byron Drive, London N2 0BD, United Kingdom, as manager of the Company

to hold office for an indefinite term, and to fix the titles of the various managers of the Company so that the management board of the Company is henceforth composed as follows:

- Bipin Dharamsey Nensey with the title of A1 Manager;
- Shikar Bipin Dharamsey Nensey with the title of A1 Manager;
- Mohammed Khasru Zaman with the title of A1 Manager;
- Akbar Abdulhamid Jamal Shamji with the title of A2 Manager;
- Emanuele Tullio Paolo Cisa Asinari dei marchesi di Grésy e Casasco with the title of A2 Manager;
- Sanjeev Kumar Jewootah with the title of Local Manager; and
- Daniela Ingeborg Klasén-Martin with the title of Local Manager; and

2. to amend and restate the articles of association of the Company in their entirety, without varying the objects or changing the legal form of the Company, which articles shall henceforth read as follows:

ARTICLES OF ASSOCIATION

Part 1. Interpretation

Art. 1. Defined terms and interpretation.

1.1 In these articles, unless the context otherwise requires:

"A1 Manager" means a manager of the company designated as such in the commercial register;

"A2 Manager" means a manager of the company designated as such in the commercial register;

"Commercial Companies Act 1915" means the Act concerning commercial companies of 10 August 1915, as amended from time to time;

"distribution" means a transfer of money or other property by the company to a member in relation to the shares held by such member, whether as a share of the profits or as a return of share capital, share premium or voluntary premium or otherwise, but excluding for the avoidance of doubt repayment of loans and other advances and payment of interest thereon;

"equity available for distribution" means, at any given time, the aggregate of the current year profit or loss, accumulated realised profits and any distributable reserves (including share premium and voluntary premium), less accumulated realised losses and the amount to be transferred to the statutory reserve subject to and in accordance with Article 15.4;

"group company" in relation to a legal entity, includes any (direct or indirect) parent company of such entity, with or without legal personality, and any (direct or indirect) subsidiary of any such parent company, with or without legal personality, and unless the context otherwise requires it means a group company of the company itself;

"local manager" means a manager of the company designated as such in the commercial register, who must be resident of the Grand Duchy of Luxembourg or employed or self-employed in the Grand Duchy with an aggregate income taxable in the Grand Duchy for at least fifty percent (50%);

"management board" means the management board of the company;

"member" means a holder of one or more shares and as such a member of the company;

"ordinary resolution" means a resolution of the members that is passed by members representing more than half of the share capital or by a simple majority of votes cast, subject to and in accordance with Articles 13.8 and 13.10;

"share" means a share in the share capital of the company, irrespective of its class;

"special resolution" means any resolution of the members other than an ordinary resolution and unless otherwise specified it is a resolution passed by a majority of members in number representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital;

"statutory reserve" means the reserve to be maintained subject to and in accordance with article 197 of the Commercial Companies Act 1915; and

"voluntary premium" has the meaning given in Article 15.2.

1.2 Where the context so admits or requires, defined terms denoting the singular include the plural and vice versa and words denoting the masculine, feminine or neuter gender include all genders.

1.3 Unless the context otherwise requires, words and expressions contained in these articles bear the same meaning as in the Commercial Companies Act 1915 as at the date of the coming into effect of the relevant provisions of the articles.

1.4 These articles may incorporate any document by reference regardless of its source and either as it exists on any given date or as amended and restated from time to time but documents do not become articles of association in and of themselves because they are incorporated by reference.

1.5 The invalidity or unenforceability of any provision of these articles shall not affect the validity or enforceability of the remaining provisions of the articles.

Part 2. General characteristics, Share capital and shares

Art. 2. Legal form, name, objects, registered office.

2.1 The company is a limited liability company under the Commercial Companies Act 1915 and is incorporated for an indefinite term.

2.2 The name of the company is:

Grosvenor Place Holding SARL

2.3 The objects of the company are to acquire participations in companies and undertakings of whatever form, in Luxembourg and abroad, and to manage the same as well as to do all that is connected therewith or may be conducive thereto, all to be interpreted in the broadest sense.

The objects of the company include participating in the creation, development, management and control of any company or undertaking.

The objects of the company include acquiring, by subscription, purchase, exchange or in any other manner, any stock, shares and other equity securities, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any claims against and securities and financial instruments issued by any public or private body.

In furtherance of its objects, the company may borrow in any form, except by way of public offering of debentures, and finance its subsidiaries and other group companies as well as third parties and it may give guarantees and provide security for its own obligations as well as those of group companies and third parties, including by pledging or otherwise encumbering its assets.

2.4 The registered office of the company is situated in the City of Luxembourg.

Art. 3. Share capital.

3.1 The share capital of the company is ten thousand pounds sterling (GBP 10,000.00), divided into ten thousand (10,000) fully paid shares with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.00) each.

3.2 Shares of the company shall be in registered form only, notwithstanding that the company must issue each member, on demand and free of charge, with one or more certificates in respect of the shares which that member holds.

3.3 No new shares of any given class shall be issued unless the shares have first been offered to the holders of existing shares of that class, and those members have a (non-negotiable) pre-emption right to subscribe for the offered shares in proportion to their holdings of the shares of that class, at such price and on such terms as those shares are to be offered to others.

Art. 4. Own shares.

4.1 Subject to and in accordance with Article 4.2 below and the Commercial Companies Act 1915, the company may generally acquire its own shares and hold them in treasury.

4.2 Except in the case of acquisition for no consideration, shares may only be acquired pursuant to an ordinary resolution at the recommendation of the management board. Where shares are to be acquired for value, the management board shall draw up interim accounts and Article 16.2 shall apply mutatis mutandis.

4.3 Shares held in treasury and shares held by subsidiaries of the company are treated as though they are cancelled and all rights attached thereto, including without limitation voting rights and rights to receive distributions of whatever nature, shall be suspended.

Art. 5. Register of members, transfer of shares.

5.1 The company shall maintain a register within the meaning of article 185 of the Commercial Companies Act 1915.

5.2 A transfer of shares requires a written instrument as well as notice to or acknowledgment and acceptance by the company. Except for the purpose of exhibiting the rights of the parties to any transfer of shares towards each other, no transfer of shares is valid for any purpose whatsoever until entry of such transfer is duly made in the register of members of the company. For the avoidance of doubt, an entry in the register of members in respect of a transfer of shares shall be signed ne varietur by a manager, whether manually, in facsimile or by means of a stamp, and neither the transferor nor the transferee shall be required to sign the relevant entry.

5.3 By virtue of article 189 of the Commercial Companies Act 1915, shares cannot be transferred to non-members, unless the transfer has been approved by special resolution that is carried by one or more members representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital. Similarly, if shares are transmitted by operation of law, including by reason of death or merger or division of a member, the rights attached to such shares shall be suspended until the transmission has been approved by one or more members representing at least seventy-five percent (75%) of the other shares in the company. No approval shall be required where shares are transmitted to any legal heirs or a surviving spouse of a deceased member.

5.4 The shares are indivisible and where a share is held by more than one person, those persons shall be regarded as one member in relation to the company. They shall exercise their rights through a common representative and shall notify the company of the name of the common representative and any change thereto. Until the initial notification by the joint holders, the rights attached to such share shall be suspended.

Part 3. Management and decision-making process

Art. 6. Managers.

6.1 The management of the company is the responsibility of three or more managers who shall together constitute a management board, which board may exercise all powers not reserved by law or these articles to the general meeting or any other body of the company. The general meeting shall fix the managers' remuneration, if any.

6.2 Managers are appointed by the general meeting and may be suspended or removed from office at any time by the general meeting, with or without cause. Both natural persons and legal entities can be appointed as managers.

6.3 If a seat is vacant on the management board each remaining manager may call a general meeting so as to enable the members of the company to appoint further managers.

Art. 7. Decision-making by managers.

7.1 Any manager can call a meeting of the management board by giving notice of the meeting to the other managers.

7.2 Notice of a meeting must indicate:

(a) its proposed date and time;

(b) where it is to take place; and

(c) if it is anticipated that managers participating in the meeting will not be in the same place, how it is proposed that they should communicate with each other during the meeting.

7.3 Notice of a meeting must be given to each manager but need not be in writing. Notice of a meeting need not be given to managers who waive their entitlement to notice of that meeting, by giving notice to that effect to the company either before or after the date on which the meeting is held. Where such notice is given after the meeting has been held that does not affect the validity of the meeting, or of any business conducted at it.

7.4 The quorum for meetings of the management board may be fixed from time to time by a decision of the board but it must never be less than one A1 Manager, one A2 Manager and one local manager and unless otherwise fixed it is one A1 Manager, one A2 Manager and one local manager.

7.5 Managers participate in a meeting of the management board, or part of a meeting of the management board, when the meeting has been called and takes place in accordance with these articles and they can each communicate to the other managers any information or opinions they have on any particular item of the business of the meeting. In determining whether managers are participating in a meeting, it is irrelevant where any manager is or how they communicate with each other; provided, however, that the means of communication used permits all participants to communicate adequately and simultaneously.

7.6 Every decision put to the vote of the management board shall be decided by a majority of votes cast on the decision; provided the decision is carried by the affirmative vote of at least one A1 Manager, one A2 Manager and one local manager. No one shall be entitled to a casting vote.

7.7 Decisions of the management board may at all times be taken without holding a meeting. A board decision is taken in accordance with this Article 7.7 when all managers indicate to each other by any means that they share a common view on a matter. Such a decision may take the form of a written resolution, copies of which have been signed by each manager or to which each manager has otherwise indicated agreement in writing.

7.8 The management board may adopt rules of procedure (consistent with the Commercial Companies Act 1915 and these articles) and may make any rule which it thinks fit about how such rules of procedure are to be recorded and communicated to managers.

Art. 8. Conflict of interest.

8.1 Except where the management board's rules of procedure, if any, otherwise provide, a manager must disclose the nature and extent of any interest that he has in a transaction or a proposed transaction with the company.

8.2 The manager must make the disclosure to the other managers as well as to the company's members and request to have it entered in both the minutes of the meeting of the management board (or the equivalent) and the minutes of the ensuing general meeting of the company (or the equivalent).

8.3 A manager shall not be deemed to have a conflict of interest by reason only of also being a director, manager or officer, or a person acting in a similar capacity, of a group company that is a party to a transaction with the company.

8.4 A manager who discloses an interest in an actual or proposed transaction with the company is not to be counted as participating in the decision-making process for quorum or voting purposes. However, if a question arises at a board meeting as to the right of one or more managers to participate in the meeting (or part of the meeting) for quorum or voting purposes, the question is to be decided by a decision of the other manager or managers at that meeting whose ruling is to be final and conclusive.

8.5 No conflict of interest relieves the relevant manager from his duty or exonerates him from his responsibility and no such conflict invalidates anything which the manager has done before the conflict arose, nor does it affect the power to represent and bind the company subject to and in accordance with Article 10.

Art. 9. Managers' liability and indemnity.

9.1 Subject to and in accordance with article 192 of the Commercial Companies Act 1915, every manager is, with the other managers, liable for the decisions taken by the management board, unless he requested that his dissent be recorded in both the minutes of the meeting of the board (or the equivalent) and the minutes of the ensuing general meeting of the company (or the equivalent), save where otherwise provided by law.

9.2 To the extent permitted by law and subject to Article 9.1, no manager shall be liable for the acts, neglects or defaults of any other manager or for any loss, damage or expense happening to the company in the execution of the duties of his

office, unless the same shall happen by or through his failure to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the company and in connection therewith to exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.

9.3 Any manager or former manager of the company or a group company may be indemnified out of the company's assets against:

(a) any liability incurred by that person in connection with any negligence, default, breach of duty or breach of trust in relation to the company or a group company; and

(b) any other liability incurred by that person as an officer of the company or a group company.

9.4 The management board may decide to purchase and maintain insurance, at the expense of the company, for the benefit of any manager or former manager of the company or a group company in respect of any loss or liability which has been or may be incurred by that person in connection with his duties or powers in relation to the company or any group company.

9.5 This Article 9 does not authorise any indemnity or insurance which would be prohibited or rendered void by any provision of the Commercial Companies Act 1915 or by any other provision of law.

Part 4. Power to bind and reserve power

Art. 10. Representation.

10.1 The management board represents and binds the company towards third parties and at law.

10.2 In addition, a local manager acting jointly with an A1 Manager and an A2 Manager shall also be able to represent and bind the company and they shall have signing authority accordingly.

Art. 11. Board may delegate.

11.1 The management board may delegate the day-to-day management and any of the other powers which are conferred on it, including signing authority within the limits of the day-to-day management, to such person or persons, to such an extent, in relation to such matters or territories and on such terms and conditions, as it thinks fit.

11.2 If the board so specifies, any such delegation may authorise further delegation of the board's powers by any person to whom they are delegated.

11.3 The board may revoke any delegation in whole or part, or alter its terms and conditions. Any such delegation shall be governed by the general rules on powers of attorney.

Art. 12. Reserved matters.

12.1 The members may, by ordinary resolution, direct the management board to take or refrain from taking specified action.

12.2 No such resolution relieves the managers from their duty or exonerates them from their responsibility and no such resolution invalidates anything which the managers have done before the passing of the resolution, nor does it affect the power to represent and bind the company subject to and in accordance with Article 10.

Part 5. Decision-making by members

Art. 13. General meetings.

13.1 General meetings shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office as specified in the notice.

13.2 The management board must convene annual general meetings and may call extraordinary general meetings. Extraordinary general meetings may also be convened by any member of the company.

13.3 A general meeting (other than an adjourned meeting) must be called by notice of at least seven (7) calendar days, excluding the day of the meeting and the day on which the notice is given. A general meeting may be called by shorter notice than that otherwise required if shorter notice is agreed by the members.

13.4 Notice of a general meeting must be sent to:

(a) every member and every manager;

(b) every pledgee and usufructuary to whom voting rights attaching to one or more shares are assigned; and

(c) if in office, every internal auditor or statutory auditor or audit firm, as applicable.

13.5 Notice of a general meeting must state:

(a) the date, time and place of the meeting;

(b) if it is anticipated that members will be participating by conference call, the dial-in number and if need be the passcode to gain access; and

(c) the agenda of the meeting and specifically the text of the resolutions to be voted on.

13.6 Except where these articles otherwise provide, a quorum of members is present at a general meeting, irrespective of the number of persons physically present at the meeting, if at least one person entitled to vote at the meeting is present or represented. The own shares of the company and shares the rights attached to which are suspended shall be excluded

from the calculation of any quorum, votes cast and the share capital of the company (for the purpose of establishing the attendance rate).

13.7 Where the management board so permits, members may participate in a general meeting by electronic means, notably by conference call (real-time two-way communication enabling members to address the general meeting from a remote location). Members so participating shall be deemed present for the calculation of quorum, votes cast and attendance rate. If one or more members participate by electronic means, voting shall be by roll call. If all members participate by electronic means, the meeting shall be deemed to have taken place at the registered office.

13.8 Each share entitles the holder thereof to one vote. Except where the law or these articles otherwise provide, every resolution put to a vote shall be decided by members representing more than half of the share capital. If this majority is not reached, an ensuing general meeting may be convened, by registered letter, and the resolution will then be passed by a simple majority of votes cast, regardless of the percentage of the share capital represented at such meeting. In case of an equality of votes, the chair of the meeting shall not be entitled to a casting vote.

13.9 No objection can be raised to the qualification of any person voting at a general meeting except at the meeting at which the vote objected to is tendered and every vote not disallowed at such meeting is valid. Any such objection must be referred to the chair of the meeting, whose decision is final.

13.10 Members may adopt resolutions in writing, rather than at a general meeting, if and so long as the aggregate number of members does not exceed twenty-five. In such instance, each member shall receive the text of the resolutions, in hard copy form or otherwise, and shall cast his vote in writing.

Part 6. Accounting and finance

Art. 14. Accounting.

14.1 The financial year of the company coincides with the calendar year.

14.2 Insofar as required by law, unless the annual accounts are audited by a chartered statutory auditor, the company shall have one or more internal auditors, appointed by the general meeting, who may be suspended or removed from office at any time by the general meeting, with or without cause. Both natural persons and legal entities can be appointed as internal auditor.

Art. 15. Premium accounts, statutory reserve.

15.1 When the company issues shares at a premium, whether for cash or otherwise, it shall add to the share premium account the amount or value of the premiums.

15.2 When the company receives an equity contribution without allotment of securities in consideration thereof, from or at the direction of any member in respect of one or more of such member's shares ("voluntary premium"), it shall add to the appropriate premium account the amount of the contribution if it concerns a cash contribution or the agreed value of the contribution if it concerns a non-cash contribution. If the company acquires own shares for no consideration (or purchases them at their nominal value) and subsequently sells those shares to a third party (for a higher price), the sale (or part thereof) shall be deemed to be a contribution of voluntary premium by such third party to the company and the proceeds of such sale (or the proceeds in excess of the nominal value of the shares sold) shall be added to the appropriate premium account in accordance with this Article 15.2.

15.3 Where shares of different classes are in issue, disregarding shares that are held in treasury, the company shall maintain separate premium accounts for each class and the holders of shares of a class are collectively and exclusively entitled, on a pro rata and pari passu basis, to the amounts standing to the credit of their premium accounts.

15.4 Each financial year, the company must transfer an amount equal to five percent (5%) of its net profit to the statutory reserve until the reserve reaches ten percent (10%) of the share capital.

Art. 16. Dividends and other distributions.

16.1 Subject to Articles 15.4, the annual net profit is at the disposal of the general meeting.

16.2 By reference to interim accounts prepared for the purpose, the management board may decide to pay an interim dividend or to make a distribution other than a dividend out of equity available for distribution.

16.3 Each share confers an equal right to share in the profits and the liquidation proceeds of the company.

Part 7. Fundamental changes

Art. 17. Amendment of articles.

17.1 Except where the law provides for conditions or procedures that are more restrictive and subject to the other provisions of this Article 17, these articles may be amended by special resolution.

17.2 These articles may be amended to:

- (a) change the legal form of the company;
- (b) change the objects of the company;
- (c) reduce or increase the share capital;
- (d) create new classes of shares;

(e) add, change or remove any rights, privileges, restrictions and conditions, including rights to accrued dividends, in respect of all or any of the shares, irrespective of class;

(f) convert shares of any class into shares of other classes;

(g) add, change or remove restrictions on the issue, transfer or ownership of shares; or

(h) otherwise add, change or remove any provision of the articles.

17.3 Where shares of different classes are in issue, disregarding shares that are held in treasury, any amendment to the articles of the company which varies the rights attached to a class of shares (including any change to the procedure for varying the rights attached to a class of shares) shall require also the approval of the holders of each class of shares that is affected by the change. Approval is given by a special resolution passed separately by the holders of each class of shares concerned (and the requirements as to majority and attendance rate shall apply mutatis mutandis to such a special resolution as they apply in relation to a special members' resolution).

17.4 No member can be obligated to increase his equity interest in the company.

17.5 A change in nationality of the company requires the unanimous consent of the members.

Art. 18. Termination of the company.

18.1 The company may be dissolved pursuant to a special resolution.

18.2 Save where expressly otherwise provided in these articles, the company is not dissolved in any of the instances mentioned in article 1865 of the Civil Code and the company shall be continued in each such instance.

The costs, expenses and fees or charges of whatever form, incurred by the Company or charged to it by reason of this deed, amount to approximately one thousand two hundred euro (EUR 1.200,00).

I, the undersigned notary, having knowledge of the English language, declare that this deed is drawn up in English followed by a version in French at the request of the person appearing, who, acting as stated above, stipulated that in case of any discrepancy between the English version and the French version, the English version shall prevail.

In witness whereof, this deed was drawn up and passed in Echternach on the date first above stated.

After the deed was read to the person appearing, the person appearing declared to understand the scope and the consequences and subsequently signed the original together with me, notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt novembre,

par-devant moi, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Peggy Simon, employée privée, ayant son adresse professionnelle à 9, Rabatt, L-6475 Echternach, agissant en sa qualité de fondée de pouvoir dûment autorisée par écrit de:

New Era Intermediate Holding SARL, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9a, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 199227 (l'«Associé»), étant l'associé unique de:

Grosvenor Place Holding SARL, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9a, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 198851, constituée le 29 juillet 2015 sous la forme d'une société coopérative organisée comme une société anonyme suivant acte sous seing privé, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2498 du 15 septembre 2015, transformée en société à responsabilité limitée (avec refonte de ses statuts) suivant acte reçu par moi, notaire, le 30 juillet 2015, publié au Mémorial C numéro 2690 du 1^{er} octobre 2015 (la «Société»).

La comparante est connue personnellement de moi, notaire, et la procuration donnée à la comparante est paraphée ne varietur par la comparante et par moi, notaire, et est annexée aux présentes.

La comparante a déclaré et m'a requis, le notaire soussigné, d'acter ce qui suit:

Résolutions

L'Associé, agissant en tant qu'associé unique de la Société, exerçant les pouvoirs attribués et dévolus à l'assemblée générale, décide par les présentes:

1. de nommer Bipin Dharamsey Nensey, né le 23 novembre 1956 à Mascate (Oman), demeurant à la villa 1415, 2029e route, B.P. 136, quartier Al Qurum, 100 Mascate, Oman, Shikar Bipin Dharamsey Nensey, né le 14 novembre 1983 à Bombay (Inde), demeurant au bâtiment 1/12, maison 1075, villa V219, 7777e route, îlot urbain 22, 112 Mascate, Oman, Mohammed Khasru Zaman, né le 31 août 1956 à Sylhet (Bangladesh), demeurant à l'appartement 3, bâtiment 2265, 2326e route, îlot urbain 223, quartier Qurum 16, 112 Mascate, Oman, et Akbar Abdulhamid Jamal Shamji, né le 22 janvier 1972 à Kampala (Ouganda), demeurant au Château des Roses, 4 Byron Drive, Londres N2 0BD, Royaume-Uni, en tant que gérants de la Société pour un temps sans limitation de durée, et de fixer les titres des différents gérants de la Société de sorte que le conseil de gérance de la Société se compose désormais de la manière suivante:

- Bipin Dharamsey Nensey comme gérant portant le titre de Gérant A1;

- Shikar Bipin Dharamsey Nensey comme gérant portant le titre de Gérant A1;
- Mohammed Khasru Zaman comme gérant portant le titre de Gérant A1;
- Akbar Abdulhamid Jamal Shamji comme gérant portant le titre de Gérant A2;
- Emanuele Tullio Paolo Cisa Asinari dei marchesi di Grésy e Casasco comme gérant portant le titre de gérant A2;
- Sanjeev Kumar Jewootah comme gérant portant le titre de Gérant local; et
- Daniela Ingeborg Klasén-Martin comme gérant portant le titre de Gérant local; et

2. de modifier les statuts de la Société et de procéder à une refonte complète, sans pour autant toucher à la forme ou à l'objet de la Société, lesquels statuts auront désormais la teneur suivante:

STATUTS

Partie 1^{ère} . Interprétation

Art. 1^{er} . Définition des termes et interprétation.

1.1 Dans les présents statuts, sauf si le contexte l'exige autrement:

«associé» signifie le détenteur d'une ou plusieurs parts sociales et, à ce titre, un associé de la société;

«capitaux propres distribuables» signifie, à un moment donné, le montant total des bénéfices ou pertes de l'exercice en cours, des bénéfices reportés et des réserves distribuables (y compris des primes d'émission et primes volontaires), moins les pertes reportées et le montant à transférer à la réserve légale sous réserve de et conformément à l'Article 15.4;

«conseil de gérance» signifie le conseil de gérance de la société;

«distribution» signifie tout transfert d'argent ou d'autres biens par la société à un associé en fonction des parts sociales qu'il détient, que ce soit sous forme de participation aux bénéfices ou de remboursement du capital, des primes d'émission ou des primes volontaires ou sous une autre forme, mais pour éviter tout malentendu à l'exclusion de tout remboursement des emprunts ou des autres avances et le paiement d'intérêts y relatifs;

«Gérant A1» signifie un gérant de la société désigné comme tel dans le registre de commerce et des sociétés;

«Gérant A2» signifie un gérant de la société désigné comme tel dans le registre de commerce et des sociétés;

«gérant local» signifie un gérant de la société désigné comme tel dans le registre de commerce et des sociétés, qui doit être résident du Grand-Duché de Luxembourg ou non résident, mais exerçant une activité professionnelle au Grand-Duché, à la condition que ses revenus globaux sont imposables au Grand-Duché d'au moins cinquante pour cent (50 %);

«Loi de 1915 sur les sociétés commerciales» signifie la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée;

«part sociale» signifie une part dans le capital social de la société, quelle que soit sa catégorie;

«prime volontaire» a la signification donnée à l'Article 15.2;

«réserve légale» signifie la réserve à conserver sous réserve de et conformément à l'article 197 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales;

«résolution ordinaire» signifie une résolution des associés adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social ou par une majorité simple des votes exprimés, sous réserve des et conformément aux Articles 13.8 et 13.10;

«résolution spéciale» signifie toute résolution des associés autre qu'une résolution ordinaire et sauf indication contraire elle est une résolution adoptée par une majorité en nombre des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) du capital social; et

«société du groupe» à propos d'une entité juridique, s'entend notamment de toute société mère (directe ou indirecte) de celle-ci, avec ou sans personnalité juridique, ainsi que de toute filiale (directe ou indirecte) d'une telle société mère, avec ou sans personnalité juridique, et sauf si le contexte l'exige autrement le terme signifie une société du groupe de la société elle-même.

1.2 Lorsque le contexte le permet ou l'exige, les termes définis indiquant le singulier comprend le pluriel et inversement et les mots indiquant le genre masculin, féminin ou neutre comprend tous les genres.

1.3 Sauf si le contexte l'exige autrement, les mots et expressions contenues dans les présents statuts ont la même signification que dans la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales à la date de la prise d'effet des dispositions pertinentes des statuts.

1.4 Peut être incorporé par renvoi dans les présents statuts tout document quelle que soit sa provenance, soit dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives et ses mises à jour. L'incorporation par renvoi d'un document dans les statuts ne lui confère pas valeur de statuts.

1.5 L'invalidité ou le caractère inapplicable d'une disposition des présents statuts n'aura pas d'effet sur la validité ou l'applicabilité des dispositions restantes.

Partie 2. Caractéristiques générales, Capital social et parts sociales

Art. 2. Forme juridique, dénomination, objet, siège.

2.1 La société est une société à responsabilité limitée selon la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales et est constituée pour une durée illimitée.

2.2 La dénomination de la société est:

Grosvenor Place Holding SARL

2.3 La société a pour objet la prise de participations dans toutes sociétés et entreprises sous quelque forme que ce soit, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et la gestion y relatifs ainsi que la réalisation de tout ce qui se rapporte à cet objet ou peut y être favorable, le tout au sens le plus large.

L'objet de la société comprend la participation à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

L'objet de la société comprend l'acquisition par souscription, achat, échange ou de toute autre manière tous actions, parts sociales, autres titres de participation, obligations, certificats de dépôt et autres titres de créance et plus généralement tous créances sur et valeurs mobilières et instruments financiers émis par tout organisme publique ou privé.

Dans la poursuite de son objet, la société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'émission publique d'obligations, et peut financer ses filiales et autres sociétés du groupe ainsi que des tiers et elle peut consentir des garanties et être caution pour ses propres obligations ainsi que celles de sociétés du groupe et de tiers, y compris en gageant ou en grevant d'une autre manière ses actifs.

2.4 Le siège social de la société est situé dans la Ville de Luxembourg.

Art. 3. Capital social.

3.1 Le capital social de la société s'élève à dix mille livres sterling (10.000,00 GBP) et se divise en dix mille (10.000) parts sociales entièrement libérées d'une valeur nominale d'un livre sterling (1,00 GBP) chacune.

3.2 Les parts sociales de la société ne sont que nominatives. Toutefois, la société doit délivrer à chaque associé, sur demande et sans frais, un ou plusieurs certificats concernant les parts sociales que cet associé détient.

3.3 Lors de toute nouvelle émission de parts sociales d'une catégorie donnée, les associés détenant des parts sociales existantes de cette catégorie ont, proportionnellement au nombre de celles-ci qu'ils détiennent, un droit de préférence (non négociable) à la souscription des nouvelles parts sociales de cette catégorie au prix et selon les modalités auxquels elles sont offertes aux tiers.

Art. 4. Propres parts.

4.1 Sous réserve des et conformément aux dispositions de l'Article 4.2 ci-dessous et de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales, en règle générale, la société peut acquérir ses propres parts sociales et les conserver en portefeuille comme des parts auto-détenues.

4.2 Sauf en cas d'acquisition à titre gratuit, les parts sociales ne peuvent être acquises que par une résolution ordinaire sur recommandation du conseil de gérance. Lorsque les parts sociales seront acquises à titre onéreux, le conseil de gérance doit établir un état comptable et l'Article 16.2 est applicable par analogie.

4.3 Les parts sociales auto-détenues et parts sociales détenues par des filiales de la société sont traitées comme si elles étaient annulées et les droits attachés à celles-ci, y compris sans limitation le droit de vote et le droit de recevoir des distributions de quelque nature qu'elles soient, seront suspendus.

Art. 5. Registre des associés, cession de parts sociales.

5.1 La société doit tenir un registre au sens de l'article 185 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales.

5.2 Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé ainsi qu'être notifiées à la société ou reconnues et acceptées par elle. Nulle cession de parts sociales n'est valable à quelque fin que ce soit tant qu'elle n'a pas été dûment inscrite sur le registre des associés de la société, sauf pour constater les droits réciproques des parties à une cession de parts sociales. Pour éviter tout malentendu, l'inscription d'une cession de parts sociales dans le registre des associés est signée ne varietur par un gérant, et la signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe, et ni le cédant ni le cessionnaire ne sont tenus de signer cette inscription.

5.3 En vertu de l'article 189 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'agrément des associés donné par une résolution spéciale qui est adoptée par un ou plusieurs associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) du capital social. De même, si des parts sociales sont transmises de plein droit, en ce compris pour cause de mort ou en raison d'une fusion ou scission d'un associé, les droits attachés à ces parts seront suspendus jusqu'à ce que la transmission ait été agréée par un ou plusieurs associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75 %) des autres parts sociales de la société. Aucun agrément ne sera requis pour la transmission des parts sociales aux héritiers légaux ou au conjoint survivant.

5.4 Les parts sociales sont indivisibles et lorsque plusieurs personnes détiennent une même part sociale, ces personnes sont considérées comme un associé unique au regard de la société. Elles exercent leurs droits par l'intermédiaire d'un représentant commun et notifient à la société le nom du représentant commun ainsi que toute modification de celui-ci. Les droits attachés à cette part seront suspendus tant que la notification initiale par les cotitulaires n'a pas eu lieu.

Partie 3. Administration et processus de décision

Art. 6. Gérants.

6.1 L'administration de la société incombe à trois ou plusieurs gérants qui constituent un conseil de gérance, lequel peut exercer tous les pouvoirs non dévolus par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale ou à un autre organe de la société. L'assemblée générale fixe la rémunération éventuelle des gérants.

6.2 Les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Tout gérant peut être suspendu ou révoqué de ses fonctions à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans cause légitime. Tant des personnes physiques que des entités juridiques peuvent être gérant.

6.3 En cas de vacance d'un poste de gérant chaque gérant restant peut convoquer une assemblée générale afin de permettre aux associés de la société de nommer des gérants supplémentaires.

Art. 7. Prise de décision par les gérants.

7.1 Tout gérant peut convoquer une réunion du conseil de gérance en en avisant les autres gérants.

7.2 Tout avis de convocation à une réunion doit indiquer:

(a) le jour et l'heure proposés;

(b) le lieu où elle doit avoir lieu; et

(c) s'il est prévu que des gérants participant à la réunion ne se trouvent pas au même endroit, le moyen proposé pour qu'ils communiquent les uns avec les autres au cours de la réunion.

7.3 L'avis de convocation à une réunion doit être donné à chaque gérant sans être nécessairement écrit. L'avis de convocation à une réunion peut ne pas être donné aux gérants qui renoncent à leur droit d'être informé de cette réunion, en donnant un avis à cet effet à la société, soit avant, soit après la date à laquelle se tient la réunion. Lorsque cet avis est donné après la tenue de la réunion, ceci n'affecte pas la validité de la réunion ou de tout acte accompli au cours de celle-ci.

7.4 Le quorum pour une réunion du conseil de gérance peut de temps en temps être fixé par une décision du conseil, mais il ne doit jamais être inférieur à un Gérant A1, un Gérant A2 et un gérant local et sauf décision contraire il est d'un Gérant A1, un Gérant A2 et un gérant local.

7.5 Les gérants participent à une réunion du conseil de gérance, ou à une partie d'une réunion du conseil de gérance, lorsque la réunion a été convoquée et a lieu conformément aux présents statuts et chaque gérant peut communiquer aux autres gérants toute information ou avis qu'il a sur tout point particulier de l'ordre du jour de la réunion. L'endroit où se trouvent les gérants ou le moyen par lequel ils communiquent entre eux n'entre pas en ligne de compte pour la détermination de leur participation à une réunion, à condition néanmoins que le moyen de communication utilisé permette à tous les participants de communiquer de manière appropriée et simultanée.

7.6 Chaque décision soumise au vote du conseil de gérance sera prise à la majorité des votes exprimés, à la condition que celle-ci soit sanctionnée par le vote affirmatif d'au moins un Gérant A1, un Gérant A2 et un gérant local. Aucun n'aura de vote prépondérant.

7.7 Les décisions du conseil de gérance peuvent être prises à tout moment sans qu'une réunion ne soit tenue. Une décision du conseil de gérance est prise conformément au présent Article 7.7 lorsque tous les gérants indiquent les uns aux autres par tout moyen qu'ils partagent une vision commune sur une question. Cette décision peut prendre la forme d'une résolution écrite, dont un exemplaire a été signé par chaque gérant ou sur lequel chaque gérant a de toute autre façon indiqué son accord par écrit.

7.8 Le conseil de gérance peut adopter un règlement intérieur (en respectant la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales et les présents statuts) et peut fixer toute règle qu'il juge appropriée sur la façon dont ce règlement doit être consigné et communiqué aux gérants.

Art. 8. Conflit d'intérêts.

8.1 Sauf dispositions contraires d'un règlement intérieur éventuel du conseil de gérance, tout gérant doit faire connaître la nature et l'étendue de son intérêt dans une opération ou un projet d'opération avec la société.

8.2 Le gérant fait connaître aux autres gérants ainsi qu'aux associés de la société et demande la consignation de cette divulgation au procès-verbal de la réunion du conseil de gérance (ou à ce qui en tient lieu) et au procès-verbal de la prochaine assemblée générale de la société (ou à ce qui en tient lieu).

8.3 Un gérant n'est pas considéré ayant un conflit d'intérêts du seul fait qu'il est également administrateur, gérant ou dirigeant, ou une personne qui agit en cette qualité, d'une société du groupe qui est partie à une opération avec la société.

8.4 Un gérant qui fait connaître d'un intérêt dans une opération ou un projet d'opération avec la société ne doit pas être compté comme participant au processus de décision aux fins du quorum et du vote. Cependant, si une question se pose lors d'une réunion du conseil concernant le droit d'un ou plusieurs gérants de participer à la réunion (ou à une partie de la réunion) aux fins du quorum et du vote, la question sera tranchée par une décision de l'autre ou des autres gérants lors de cette réunion dont l'appréciation est définitive et sans appel.

8.5 Aucun conflit d'intérêts ne dispense le gérant concerné de son fonction ni n'exonère le gérant de sa responsabilité et aucun conflit n'annule les actes accomplis par le gérant avant la survenue du conflit ni n'affecte le pouvoir de représenter et engager la société sous réserve de et conformément à l'Article 10.

Art. 9. Responsabilité et indemnité des gérants.

9.1 Sous réserve de et conformément à l'article 192 de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales, tout gérant est responsable, avec ses cogérants, des décisions du conseil de gérance, à moins qu'il n'ait fait consigner sa dissidence au procès-verbal de la réunion du conseil (ou à ce qui en tient lieu) et au procès-verbal de la prochaine assemblée générale de la société (ou à ce qui en tient lieu), sauf dispositions légales contraires.

9.2 Sauf dispositions légales contraires et sous réserve de l'Article 9.1, aucun gérant ne répondra des actes, des négligences ou des manquements d'un autre gérant, ni de la perte, du préjudice ou des frais subis par la société dans l'exercice des fonctions de ce gérant, à moins que ces événements ne surviennent parce qu'il n'a pas agi honnêtement et de bonne foi, dans l'intérêt de la société, et qu'il n'a pas montré le soin, la diligence et la compétence qu'une personne raisonnablement prudente montrerait dans des circonstances similaires.

9.3 Un gérant ou ancien gérant de la société ou d'une société du groupe peut être indemnisé sur les avoirs de la société en réparation de:

(a) toute responsabilité encourue par cette personne en relation avec une négligence, un manquement, la violation d'une obligation ou un abus de confiance à l'encontre de la société ou d'une société du groupe; et

(b) toute autre responsabilité encourue par cette personne en tant que dirigeant de la société ou d'une société du groupe.

9.4 Les gérants peuvent décider de souscrire et de maintenir une assurance, aux frais de la société, en faveur de tout gérant ou ancien gérant de la société ou d'une société du groupe pour toute perte ou responsabilité, qui a été ou peut être supportée par cette personne dans le cadre de ses fonctions ou pouvoirs en relation avec la société ou toute société du groupe.

9.5 Le présent Article 9 n'autorise pas une indemnité ou assurance qu'une disposition de la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales ou de toute autre loi interdirait ou rendrait nulle.

Partie 4. Pouvoir d'engager et pouvoir de réserve

Art. 10. Représentation.

10.1 Le conseil de gérance représente et engage la société à l'égard des tiers et en justice.

10.2 Par ailleurs, un gérant local agissant conjointement avec un Gérant A1 et un Gérant A2 représentent et engagent également la société et ils disposent du pouvoir de signature en conséquence.

Art. 11. Pouvoir de délégation du conseil.

11.1 Le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière et les autres pouvoirs qui lui sont conférés, y compris le pouvoir de signature en ce qui concerne la gestion journalière, à toute personne ou personnes, dans les limites de ceux-ci, en ce qui concerne les questions ou territoires et selon les conditions et modalités, qu'il juge appropriés.

11.2 Si le conseil le spécifie, toute délégation peut autoriser une délégation ultérieure des pouvoirs du conseil par toute personne à qui ces pouvoirs sont délégués.

11.3 Le conseil peut révoquer toute délégation, en tout ou en partie, ou en modifier les conditions et modalités. Toute délégation est régie par les règles générales du mandat.

Art. 12. Questions réservées.

12.1 Les associés peuvent, par voie de résolution ordinaire, enjoindre au conseil de gérance d'entreprendre ou de s'abstenir d'entreprendre une action déterminée.

12.2 Aucune résolution ne dispense les gérants de leurs fonctions ni n'exonère les gérants de leur responsabilité et aucune résolution n'annule les actes accomplis par les gérants avant l'adoption de la résolution ni n'affecte le pouvoir de représenter et engager la société sous réserve de et conformément à l'Article 10.

Partie 5. Prise de décision par les associés

Art. 13. Assemblées générales.

13.1 Les assemblées générales se tiennent à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la commune du siège social comme indiqué dans les avis de convocation.

13.2 Le conseil de gérance doit convoquer des assemblées générales annuelles et peut convoquer toute autre assemblée générale. Les assemblées générales extraordinaires peuvent également être convoquées par tout associé de la société.

13.3 Une assemblée générale (autre qu'une assemblée ajournée) doit être convoquée par avis d'au moins sept (7) jours civils, en excluant le jour de l'assemblée et le jour de l'envoi de l'avis. Une assemblée générale peut être convoquée à plus brève échéance que celle requise autrement si tous les associés y consentent.

13.4 Un avis de convocation à une assemblée générale doit être envoyé à:

(a) tous les associés et tous les gérants;

(b) tous les créanciers gagistes et usufruitiers à qui le droit de vote attaché à une ou plusieurs parts sociales est attribué; et

(c) dans la mesure où ils sont en fonction, tous les commissaires aux comptes ou tous les réviseurs d'entreprises agréés ou le cabinet de révision agréé, selon le cas.

13.5 Un avis de convocation à une assemblée générale doit contenir:

- (a) le jour, l'heure et le lieu où se tiendra l'assemblée;
- (b) s'il est prévu que des associés participant par voie de conférence téléphonique, le numéro à composer et le code éventuel pour pouvoir accéder; et
- (c) l'ordre du jour de l'assemblée et notamment le texte des résolutions proposées au vote.

13.6 Sauf dispositions statutaires contraires, le quorum nécessaire est atteint quel que soit le nombre de personnes physiquement présentes à l'assemblée générale, lorsqu'au moins une personne habile à voter à l'assemblée est présente ou représentée. Les propres parts sociales de la société et les parts sociales dont les droits ont été suspendus ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum éventuel, des votes exprimés et du capital social de la société (aux fins de la détermination du taux de présence).

13.7 Lorsque le conseil de gérance le permet, les associés peuvent participer à une assemblée générale par voie électronique, notamment par conférence téléphonique (communication bidirectionnelle en temps réel permettant aux associés de s'adresser à l'assemblée générale à partir d'un lieu éloigné). Sont réputés présents pour le calcul du quorum, des votes exprimés et du taux de présence, les associés qui participent ainsi. Si un ou plusieurs associés participent par voie électronique, les votes se font par appel nominal. Si tous les associés participent par voie électronique, l'assemblée est réputée se dérouler au siège social.

13.8 Un associé dispose d'un vote par part sociale. Sauf dispositions légales ou statutaires contraires, aucune résolution soumise à un vote n'est prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte, une seconde assemblée générale peut être convoquée, par lettre recommandée, et la résolution sera alors adoptée à la majorité simple des votes exprimés, quel que soit le pourcentage du capital social représenté à cette assemblée. En cas de partage des votes, le président de l'assemblée n'aura pas vote prépondérant.

13.9 Aucune contestation ne peut être soulevée quant à la qualification de toute personne votant lors d'une assemblée générale, sauf pendant l'assemblée à laquelle le vote contesté est présenté et tout vote qui n'a pas été rejeté lors de cette assemblée est valable. Toute objection doit être rapportée au président de l'assemblée, dont la décision est définitive.

13.10 Les associés peuvent adopter des résolutions par écrit, au lieu de les prendre en assemblée générale, si et tant que le nombre total d'associés ne dépasse pas vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé devra recevoir le texte des résolutions, par écrit ou autrement, et exprimera ses votes par écrit.

Partie 6. Comptabilité et finances

Art. 14. Comptabilité.

14.1 L'exercice social de la société coïncide avec l'année civile.

14.2 Dans la mesure où la loi le prescrit, à moins que les comptes annuels sont contrôlés par un réviseur d'entreprises agréé, la société doit avoir un ou plusieurs commissaires aux comptes qui sont nommés par l'assemblée générale et qui peuvent être suspendus ou révoqués de ses fonctions à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans cause légitime. Tant des personnes physiques que des entités juridiques peuvent être commissaire aux comptes.

Art. 15. Comptes de primes, réserve légale.

15.1 Lorsque la société émet des parts sociales en contrepartie d'apports en numéraire ou autrement et une prime d'émission est prévue, elle crédite au compte de primes d'émission le montant ou la valeur de la prime reçue.

15.2 Lorsque la société reçoit un apport en capitaux propres non rémunérés par des titres, d'un associé ou sur ordre de celui-ci quant à une ou plusieurs de ses parts sociales (une «prime volontaire»), elle crédite au compte de primes pertinent le montant de l'apport en numéraire ou la valeur convenue de tout apport autre qu'en numéraire reçu. Si la société acquiert des propres parts sociales à titre gratuit (ou les achète à leur valeur nominale) et les vend ultérieurement à un tiers (à un prix supérieur), la vente (ou une partie de celle-ci) est réputée comme apport de prime volontaire par ce tiers à la société et le produit de cette vente (ou l'excédent du produit sur la valeur nominale des parts sociales vendues) sera crédité au compte de primes pertinent conformément au présent Article 15.2.

15.3 S'il y a plusieurs catégories de parts sociales, sans tenir compte des parts auto-détenues, la société devra tenir des comptes de primes distincts pour chaque catégorie. Les détenteurs de parts d'une catégorie auront un droit collectif, exclusif et proportionnel, sur un pied d'égalité, aux soldes créditeurs de leurs comptes de primes.

15.4 Chaque exercice social, il est fait, sur les bénéfices nets de la société, un prélèvement de cinq pour cent (5 %), affecté à la constitution d'une réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint dix pour cent (10 %) du capital social, mais reprend du moment que ce pourcentage est entamé.

Art. 16. Dividendes et autres distributions.

16.1 Sous réserve des Articles 15.4, les bénéfices nets annuels sont mis à la disposition de l'assemblée générale.

16.2 Le conseil de gérance peut décider de payer un dividende intérimaire ou de faire une distribution autre qu'un dividende à partir des capitaux propres distribuables sur la base d'un état comptable préparé à cette occasion.

16.3 Chaque part sociale confère un droit identique dans la répartition des bénéfices et du boni de liquidation de la société.

Partie 7. Modifications de structure

Art. 17. Modification des statuts.

17.1 Sauf dispositions légales prévoyant des conditions ou des procédures qui sont plus restrictives et sous réserve des autres dispositions du présent Article 17, les présents statuts peuvent être modifiés par résolution spéciale.

17.2 Les présents statuts peuvent être modifiés afin:

- (a) de changer la forme juridique de la société;
- (b) de modifier l'objet social;
- (c) de réduire ou d'augmenter le capital social;
- (d) de créer de nouvelles catégories de parts sociales;
- (e) d'ajouter, de modifier ou de supprimer tous droits, privilèges, restrictions et conditions, y compris le droit à des dividendes accumulés, concernant tout ou partie des parts sociales, quelle que soit la catégorie;
- (f) de convertir des parts sociales d'une catégorie en parts sociales des autres catégories;
- (g) d'apporter, de modifier ou de supprimer des restrictions quant à l'émission, à la cession ou au droit de propriété des parts sociales; et
- (h) d'ajouter, de modifier ou de supprimer autrement toute disposition des statuts.

17.3 Lorsqu'il existe plusieurs catégories de parts sociales, sans tenir compte des parts auto-détenues, toute modification des statuts de la société altérant les droits attachés à une catégorie de parts sociales (y compris tout changement apporté à la procédure de modification des droits attachés à une catégorie de parts sociales) nécessite également l'approbation des associés qui détiennent les parts sociales de chacune des catégories concernées par cette modification. L'approbation est donnée par résolution spéciale adoptée séparément par les associés de chacune des catégories de parts sociales visées (et les conditions de majorité et de taux de présence s'appliquent par analogie à une telle résolution spéciale comme elles s'appliquent aux résolutions spéciales des associés).

17.4 Aucun associé ne peut être obligé d'augmenter sa participation dans la société.

17.5 Le changement de la nationalité de la société nécessite l'accord unanime des associés.

Art. 18. Différentes manières dont finit la société.

18.1 La société peut être dissoute par une résolution spéciale.

18.2 Sauf dispositions contraires expresses des présents statuts, la société n'est pas dissoute dans les cas mentionnés dans l'article 1865 du Code civil et la société continuerait dans chacun de ces cas.

Le montant approximatif des frais, dépenses et rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élèvent à mille deux cents euros (1.200,00 EUR).

Moi, notaire soussigné ayant connaissance de la langue anglaise, je déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la demande de la comparante, celle-ci, agissant comme indiqué ci-avant, a stipulé qu'en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera seule foi.

Dont acte, fait et passé à Echternach à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de l'acte faite à la comparante, celle-ci a déclaré qu'elle comprend la portée et les conséquences et a ensuite signé la présente minute avec moi, notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 23 novembre 2015. Relation: GAC/2015/10134. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 27 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191908/684.

(150215432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Green Utility (I) Feeder SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 150.035.

Am vierundzwanzigsten Tag des Monats November im Jahre zweitausendfünfzehn,
vor dem unterzeichneten Notar Maître Edouard Delosch, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,
fand eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre (die Versammlung) des GREEN UTILITY (I) FEEDER SICAV-SIF, eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (so-

ciété en commandite par actions), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 150.035, gegründet gemäß notarieller Urkunde der Notarin Maître Martine Schaeffer, ansässig in Luxemburg, vom 8. Dezember 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 14. Januar 2010 unter der Nummer 95 und deren Satzung zuletzt durch notarielle Urkunde der Notarin Maître Léonie Grethen am 16. Dezember 2011 geändert wurde, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 6. Januar 2012 unter der Nummer 45 (der Fonds), statt.

Die Versammlung ernennt Miriam Mielcarek, Volljuristin, geschäftsansässig in Luxemburg als Vorsitzenden.

Der Vorsitzende bestimmt Natascha Sandrina Steevens, Trainee, geschäftsansässig in Luxemburg zum Schriftführer der Versammlung.

Zum Stimmzähler der Versammlung ernennt sie Elena Medagli, Volljuristin, geschäftsansässig in Luxemburg.

(Der Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmzähler werden nachstehend gemeinsam als die Versammlungsleitung bezeichnet).

Nach der Ernennung der Versammlungsleitung erklärt der Vorsitzende folgendes:

I. Die Versammlung wurde ordnungsgemäß per Einschreiben vom 16. November 2015, in welchem die Tagesordnung der Versammlung genannt wurde, mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung schriftlich einberufen.

II. Die bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien werden auf der Anwesenheitsliste aufgeführt. Diese Anwesenheitsliste und die Vollmachten der vertretenen Aktionäre werden nach deren Unterzeichnung ne varietur durch die Versammlungsleitung und die Bevollmächtigten der vorliegenden Urkunde beigelegt.

III. Aus der genannten Anwesenheitsliste geht hervor, dass eine Million und vierhunderttausend (1.400.000) Aktien und eine (1) General Partner Aktie, welche einhundert Prozent (100%) der von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien darstellen, bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind, so dass die Versammlung rechtskräftig über alle Tagesordnungspunkte, welche den Aktionären bekannt ist, abstimmen kann.

IV. Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

1. Änderung und Neuerlassung der Satzung des Fonds, in der Form wie im Anhang beigelegt; und
2. Verschiedenes.

Nachdem diese Tatsachen von der Versammlung als wahr dargelegt und anerkannt wurden, hat die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgenden Beschluss gefasst:

Einzigster Beschluss

Die Versammlung beschließt, unter der Voraussetzung, dass die CSSF (Commission de surveillance du secteur financier) die Änderungen genehmigt, die Satzung des Fonds zwecks Anpassung an die AIFM-Richtlinie zu ändern und vollständig neu zu fassen, sodass diese nunmehr wie folgt lautet:

„Abschnitt I - Name - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz

Art. 1. Name. Zwischen dem Komplementär und den Zeichnern der Aktien sowie allen künftigen Anlegern (die Anleger) besteht eine Kommanditgesellschaft auf Aktien („société en commandite par actions“), welche gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das Gesetz von 2007) unter der Bezeichnung GREEN UTILITY (I) FEEDER SICAV-SIF (der Fonds) als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) als SICAV gilt. Der Fonds ist als spezialisierter Investmentfonds („fonds d'investissement spécialisé“) organisiert und unterliegt als solcher dem Gesetz von 2007, dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Form (das Gesetz) sowie der hier vorliegenden Satzung.

Der Fonds qualifiziert als alternativer Investmentfonds (ein AIF) im Sinne des Artikels 1 Absatz 39 des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds (das Gesetz von 2013) und unterliegt somit dem Gesetz von 2013, soweit anwendbar.

Art. 2. Dauer. Der Fonds wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 3. Zweck.

3.1. Der Zweck des Fonds im Allgemeinen ist es, das ihm zur Verfügung stehende Kapital in, gemäß dem Gesetz von 2007, zulässige Vermögenswerte des Master Fonds, eine in Luxemburg ansässige Investmentgesellschaft mit variablem Kapital unter der Bezeichnung GREEN UTILITY SICAV-SIF (der Master Fonds), zu investieren. Die besonderen Anlageziele und Anlagerichtlinien werden in dem vom Fonds ausgegebenen Emissionsdokument in der jeweils geltenden Fassung (das Emissionsdokument) dargestellt.

3.2. Der Fonds darf grundsätzlich alle Maßnahmen ergreifen und alle Transaktionen durchführen, die er zur Erreichung und Entwicklung seines Zwecks für erforderlich hält, vorausgesetzt der Fonds beachtet die in Ziffer 3.1 dieser Satzung geregelten Beschränkungen sowie die im Gesetz von 2007 enthaltenen Bestimmungen.

Art. 4. Eingetragener Sitz.

4.1. Der eingetragene Sitz des Fonds befindet sich in Luxemburg-Stadt im Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen und sonstige Vertretungen können durch Beschluss des AIFMs sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland gegründet werden.

4.2. Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss des AIFMs innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden. Die Verlegung in eine andere Gemeinde des Großherzogtums bedarf einer außerordentlichen Hauptversammlung der Anleger.

4.3. Sollte der AIFM feststellen, dass außerordentliche politische, militärische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftstätigkeit des Fonds an seinem eingetragenen Sitz beeinträchtigen würden, oder wenn die Kommunikation zwischen besagtem Sitz und Personen im Ausland eingestellt wird, kann der eingetragene Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außerordentlichen Umstände vollständig beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf die Nationalität des Fonds, der ungeachtet der vorübergehenden Verlegung seines eingetragenen Sitzes ein luxemburgischer Fonds bleibt.

Abschnitt II - Fondskapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Fondskapital.

5.1. Das Aktienkapital des Fonds ist aufgeteilt in unbeschränkt haftende Aktien (die Unbeschränkt Haftende/n Aktie/n) und Stammaktien (die Stammaktie/n) und soll jederzeit dem Mindestkapital gemäß nachfolgendem Artikel 5.4. entsprechen (die Unbeschränkt Haftende/n Aktie/n und Stammaktien werden nachfolgend zusammen als die Aktien bezeichnet).

5.2. Die Unbeschränkt Haftenden Aktien sind durch den Komplementär zu zeichnen. Die Stammaktien werden sachkundigen Anlegern im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 angeboten (jeder ein Sachkundiger Anleger).

5.3. Das Anfangskapital des Fonds beläuft sich auf einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), aufgeteilt in eine (1) Unbeschränkt Haftende Aktie und dreihundertneun (309) Stammaktien mit einem Ausgabepreis zu je 100.- Euro, die vollständig gezeichnet und voll eingezahlt sind.

5.4. Das Mindestkapital des Fonds beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-). Der Fonds hat dieses Mindestkapital innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung des Fonds als Spezialisierter Investmentfonds gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 erreicht.

5.5. Der AIFM ist unbeschränkt berechtigt, jederzeit gemäß nachstehendem Artikel 6 zusätzliche Aktien zu einem vom AIFM festgesetzten Zeichnungspreis entsprechend dem Emissionsdokument auszugeben. Den bestehenden Anlegern muss hierbei kein Bezugsrecht zur Zeichnung der auszugebenden Aktien eingeräumt werden.

5.6. Der AIFM erlässt Vorschriften, die eine faire Behandlung der Anleger gewährleisten, sowie, wann immer ein Anleger eine Vorzugsbehandlung oder einen Anspruch auf eine solche Behandlung erhält, eine Erläuterung dieser Behandlung, der Art der Anleger, die eine solche Vorzugsbehandlung erhalten, sowie gegebenenfalls der rechtlichen oder wirtschaftlichen Verbindungen zwischen diesen Anlegern und dem Fonds oder dem AIFM. Näheres regelt das Emissionsdokument.

Art. 6. Aktienklassen.

6.1. Der AIFM kann jederzeit verschiedene Aktienklassen ausgeben (eine Klasse oder Klassen, je nachdem), die mit unterschiedlichen Rechten und Pflichten verbunden sind. Die Aktien werden gemäß nachstehendem Artikel 8 gemäß den vom AIFM beschlossenen Bestimmungen ausgegeben, deren Einzelheiten dem Emissionsdokument zu entnehmen sind. Die Aktienklassen unterscheiden sich insbesondere in den Ausgabezeitpunkten jeder Aktie sowie den damit verbundenen Auswirkungen auf den Nettoinventarwert pro Aktie aufgrund einer erfolgsbezogenen Vergütung des Komplementärs, wie näher dem Emissionsdokument zu entnehmen ist.

Art. 7. Form der Aktien.

7.1. Der Fonds gibt ausschließlich Namensaktien ohne Nennwert aus.

7.2. Alle ausgegebenen Namensaktien des Fonds werden im Aktienregister der Anleger (das Aktienregister) eingetragen, das von dem AIFM oder von einer oder mehreren hierfür von dem AIFM ernannten Personen geführt wird. Dieses Register enthält den Namen jedes Anlegers, seinen gegenüber der Bank angegebenen Wohnsitz sowie die Anzahl der von ihm gehaltenen Namensaktien.

7.3. Die Eintragung des Namens des Anlegers im Aktienregister belegt sein Eigentum an Aktien des Fonds. Der Fonds stellt keine Aktienzertifikate aus.

7.4. Die Übertragung von Aktien, welche grundsätzlich nur mit Zustimmung des AIFM möglich ist, welcher diese allerdings nur verweigern kann, wenn eine Übertragung für den Fonds oder dessen Aktionäre einen möglichen Schaden zur Folge hätte, erfolgt mittels einer schriftlichen Übertragungserklärung, die im Aktienregister eingetragen und vom Übertragenden und vom Erwerber beziehungsweise von einer entsprechend bevollmächtigten Person mit Datum und Unterschrift versehen wird. Gemäß den Bestimmungen dieses Artikels 7 der vorliegenden Satzung wird jede Übertragung von Aktien im Aktienregister eingetragen. Die entsprechende Eintragung muss vom AIFM oder von einer anderen, vom AIFM hierzu bevollmächtigten Person unterzeichnet werden.

7.5. Soweit und solange die Aktien zum Sicherungsvermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens gehören, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 des deutschen Versicherungsauf-

sichtsgesetzes bestellten Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden. Ein diesbezüglicher Treuhändersperrvermerk wird in das Register der Aktionäre durch die Register- und Transferstelle aufgenommen.

7.6. Jede Verfügung über Aktien, die zum Sicherungsvermögen oder zum sonstigen gebundenen Vermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens gehören bzw. eines sonstigen Anlegers, der unmittelbar oder mittelbar den Regelungen des Versicherungsaufsichtsrechts unterworfen ist bzw. auf den die Bestimmungen des Versicherungsaufsichtsgesetzes (VAG) und damit in Verbindung stehende Verordnungen Anwendung finden, bedarf nicht der Zustimmung des AIFM oder der übrigen Anleger, sofern der Erwerber ein Sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 ist. Dies gilt auch dann, sofern die Aktien mittelbar für ein deutsches Versicherungsunternehmen oder einen sonstigen in vorstehendem Satz näher bezeichneten Anleger von einer Kapitalanlagegesellschaft, einem Sondervermögen oder einem sonstigen zu diesem Zweck errichteten Investitionsvehikel gehalten werden. Verfügung ist insbesondere der Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung aller oder eines Teils der Aktien. Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge durch das Versicherungsunternehmen nach Verfügung über die Aktien ist ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Versicherungsunternehmen und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbeitreitender Wirkung für das Versicherungsunternehmen auf den Erwerber über.

7.7. Anleger, die zum Erhalt von Aktien berechtigt sind, müssen dem AIFM eine Anschrift für die Zustellung sämtlicher Mitteilungen und Ankündigungen mitteilen. Die entsprechende Anschrift wird auch im Aktienregister eingetragen.

7.8. Sollte ein Anleger keine Anschrift angeben, kann der AIFM im Aktienregister einen entsprechenden Vermerk vorsehen. Als Anschrift des betreffenden Anlegers gilt dann der eingetragene Sitz des Fonds oder jede andere Anschrift, die von dem AIFM gegebenenfalls eingetragen wird, bis der betreffende Anleger des Fonds eine andere Anschrift mitteilt. Ein Anleger kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den AIFM oder an den Fonds an seinen eingetragenen Sitz oder an jede andere Anschrift, die von dem AIFM gegebenenfalls festgelegt wird, ändern.

7.9. Der Fonds erkennt nur einen Inhaber pro Aktie an. Falls sich ein oder mehrere Aktien in gemeinschaftlichem Eigentum befinden oder wenn das Eigentum an solchen Aktien strittig ist, müssen alle Personen, die einen Anspruch auf die betreffenden Aktien erheben, einen Vertreter benennen, der die betreffende Aktienbeteiligung gegenüber dem Fonds vertritt. Wird ein solcher Vertreter nicht ernannt, werden alle Rechte an den betreffenden Aktien ausgesetzt. Außerdem behält sich der Fonds bei gemeinschaftlichem Aktieneigentum das Recht vor, etwaige Rücknahmeerlöse, Dividendenausüttungen oder sonstige Zahlungen nach ihrem alleinigen Ermessen nur an den ersten registrierten Anleger, den der Fonds als Vertreter aller gemeinschaftlichen Eigentümer ansehen kann, oder aber an alle gemeinschaftlichen Anleger gemeinsam auszuzahlen.

7.10. Der AIFM kann die Ausgabe von Aktienbruchteilen bis zu einem Tausendstel beschließen. Solche Aktienbruchteile sind mit keinem Stimmrecht verbunden, sind aber zur Teilhabe am Nettovermögen des Fonds pro rata berechtigt.

7.11. Dividendenausüttungen erfolgen gegebenenfalls an die Anleger per Banküberweisung oder per Scheck, der an die im Aktienregister angegebene Anschrift geschickt wird.

Art. 8. Ausgabe von Aktien.

8.1. Der AIFM kann die Ausgabe von Aktien an bestimmte Bedingungen knüpfen (unter anderem an, aber nicht beschränkt auf, die Unterzeichnung von Zeichnungsdokumenten und die Bereitstellung von Informationen, die der AIFM für angemessen hält) und ein Mindestzeichnungsvolumen festlegen. Der AIFM kann ebenfalls eine Zeichnungsgebühr erheben und hat das Recht, auf diese Zeichnungsgebühr ganz oder teilweise zu verzichten. Alle Bedingungen, an die die Ausgabe von Aktien geknüpft ist, sind dem Emissionsdokument zu entnehmen.

8.2. Der Ausgabepreis der auszugebenden Aktien richtet sich nach den Bestimmungen im Emissionsdokument, zuzüglich eines Ausgabeaufschlags zugunsten des Fonds, dessen Höhe vom AIFM festgelegt und im Emissionsdokument aufgeführt ist.

8.3. Die Zahlung erfolgt gemäß der vom AIFM im Emissionsdokument festgelegten Bedingungen und Fristen.

8.4. Der Fonds kann gemäß der Bestimmungen im Emissionsdokument und den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere unter Einhaltung der Verpflichtung zur Erstellung eines Bewertungsberichts durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer des Fonds, einen „réviseur d'entreprises agréé“, als Gegenleistung für Sacheinlagen in Form von Vermögenswerten und/oder Wertpapieren, Aktien ausgeben.

8.5. Anträge, die vor Ablauf der vom AIFM festgelegten Zeichnungsfrist bei dem Fonds oder bei seinen ordnungsgemäß ernannten Vertretern eingehen, werden gemäß den vom AIFM festgelegten Bedingungen und Fristen bearbeitet.

8.6. Der AIFM kann jedes ordnungsgemäß bevollmächtigte Mitglied des AIFMs, jede Führungskraft, jeden Angestellten oder jeden sonstigen entsprechend bevollmächtigten Vertreter (insbesondere einem hierzu bestellten Dienstleister) mit der Annahme der Zeichnungen für die neu auszugebenden Aktien und ihrer Aushändigung beauftragen.

Art. 9. Rücknahme und Rückkauf von Aktien.

9.1. Vorbehaltlich anderweitiger Regelungen im Emissionsdokument ist die Rücknahme von Aktien grundsätzlich möglich. Eine Rücknahme erfolgt nur auf Antrag des Anlegers in Übereinstimmung mit dem Emissionsdokument.

9.2. Der AIFM kann beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile des Fonds einseitig zurückzukaufen, um eingezahltes und frei gewordenen Kapital an alle Anleger, welche diese Aktien beziehungsweise Aktienbruchteile halten, zurückzuführen. Der Rückkaufpreis wird durch den AIFM im Einklang mit den Regelungen im Emissionsdokument festgelegt.

9.3. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Anleger einer jeweiligen Aktienklasse und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital des Fonds.

9.4. Rücknahmen, Rückkäufe und Auszahlungen des Rücknahme bzw. Rückkaufpreises dürfen nicht erfolgen, wenn infolgedessen das Kapital des Fonds unter das nach luxemburgischem Recht geforderte Mindestkapital fallen würde.

Art. 10. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien.

10.1. Aktien an dem Fonds sind Sachkundigen Anlegern und vorwiegend institutionellen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann der AIFM nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte Sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn er der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass der Fonds in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird.

Zu diesem Zweck kann der Fonds:

- a. die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktienregister verweigern,
- b. Aktien zwangsweise zurücknehmen,
- c. bei Versammlungen der Anleger Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien des Fonds zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

10.2. Aktien am Fonds können grundsätzlich ohne Einschränkungen jederzeit frei übertragen werden, vorausgesetzt der Erwerber ist ein Sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007.

Art. 11. Nettoinventarwert.

11.1. Bewertungsregeln

Das Kapital des Fonds lautet auf Euro („€“). Der Nettoinventarwert des Fonds berechnet sich ebenfalls in Euro.

Vorbehaltlich anderweitiger Regelungen im Emissionsdokument wird der Ausgabe- und Rücknahmepreis jeder Aktie zu jedem Bewertungsstichtag in der Basiswährung berechnet und am Sitz des Fonds zur Verfügung gestellt.

Sofern nicht anderweitig im Emissionsdokument vorgesehen gilt als Bewertungsstichtag der letzte Tag eines jeden Quartals. Der Nettoinventarwert wird spätestens dreißig (30) Kalendertage nach jedem Bewertungsstichtag zur Verfügung gestellt. Sollte dieser Tag kein Geschäftstag in Luxemburg sein, wird der Nettoinventarwert pro Aktie zum letzten Geschäftstag desselben Quartals in Luxemburg berechnet.

Die Errechnung des Ausgabepreises einer Aktie entspricht dem Wert des dazugehörigen Fondsvermögens abzüglich der anteiligen Fondsverbindlichkeiten (inklusive aller erfolgsbezogenen Vergütungen) an einem Bewertungsstichtag, wobei dieser Betrag durch die Zahl der umlaufenden Aktien geteilt wird. Der Ausgabepreis ist innerhalb von fünf (5) Geschäftstagen nach dem jeweiligen Bewertungsstichtag zahlbar.

Die Errechnung des Rücknahmepreises einer Aktie entspricht dem Wert des Fondsvermögens abzüglich der anteiligen Fondsverbindlichkeiten.

Der Nettoinventarwert pro Aktie wird ermittelt, indem die Gesamtsumme des Fondsvermögens durch die Zahl der umlaufenden Aktien geteilt wird.

Der AIFM beruft sich auf die Bewertungsverfahren des Master Fonds. Er kann sich ohne Übernahme weiterer Pflichten oder Vornahme weiterer Rückfragen (außer im Falle offensichtlicher Unstimmigkeiten) auf die Bewertungen berufen, die vom oder in Bezug auf den Master Fonds vorgenommen wurden.

Folgende Bewertungsgrundsätze kommen auf der Ebene des Master Fonds für jegliche Bewertungen von Anlagen zum Zeitwert (Fair Value) direkt zur Anwendung und somit auf der Ebene des Fonds zu indirekter Anwendung. Dabei werden:

a. Beteiligungen in Infrastrukturanlagen sowie nicht börsennotierter Unternehmensbeteiligungen (d.h. Private Equity-Anlagen) anhand der DCF-Methode bewertet. Hierbei werden die Cash Flows auf Projektebene ermittelt und als Basis zur Berechnung des Zeitwerts herangezogen. Die Cash Flows werden mit 6% abgezinst, was der erwarteten Rendite der Investoren entspricht. Weiterhin werden zur Ermittlung der Zeitwerte zum jeweiligen Stichtag die auf Projektebene bestehenden liquiden Mittel und Nettoforderungen/ -verbindlichkeiten addiert. Den Zeitwert beeinflussende Faktoren (wie bspw. Performance der Anlage, Änderung der Bankenfinanzierung, Änderung der steuerlichen Abschreibungsbedingungen, Änderungen der Einspeisevergütung usw.) werden auf Projektebene durch Anpassung der Cash Flows reflektiert;

b. entsprechend dem Ermessen des AIFMs bei Bedarf auch jede andere Bewertungsmethode nach den jeweils gültigen Bewertungsrichtlinien (Valuation Guidelines) der European Private Equity & Venture Capital Association (EVCA) zur Bewertung herangezogen;

c. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem Regelmäßigen Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;

d. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern der Fonds zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können, und ansonsten zum wahrscheinlichen Realisierungswert;

e. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;

f. flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

g. Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

h. der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zu deren jeweiligem Nettoliquidationswert bewertet, wie er gemäß den Richtlinien der Hauptverwaltungsstelle auf einer konsistenten für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandt wird; der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, auf Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Termingeschäfte oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Termingeschäft oder eine Option an einem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag von der Hauptverwaltungsstelle in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt;

i. Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert oder an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und deren Restlaufzeit bei Erwerb weniger als neunzig (90) Tage beträgt, grundsätzlich zu Amortisierungskosten bewertet, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird;

j. Zinsswaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet;

k. sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem von der zentralen Verwaltungsstelle auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist;

l. nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu den zuletzt im Interbankenmarkt festgestellten und verfügbaren Devisenreferenzkursen in die Basiswährung des Fonds umgerechnet; wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Hauptverwaltungsstelle festgelegten Verfahren bestimmt;

m. Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten;

n. Investmentanteile an OGAW (Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere) und/oder OGA (Organismen für gemeinsame Anlagen) des offenen Typs zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;

o. Anteile an OGAW/OGA des geschlossenen Typs sowie an Beteiligungsgesellschaften werden grundsätzlich zum Verkehrswert bewertet, es sei denn, an einem Bilanzstichtag liegt eine voraussichtlich dauerhafte Wertminderung vor. Dann ist eine Abschreibung auf den niedrigeren Wert vorzunehmen, der die Wertminderung berücksichtigt. Ein niedriger Wertansatz darf nicht beibehalten werden, wenn die Gründe dafür nicht mehr bestehen;

Jede Anlage des Fonds wird mindestens einmal pro Jahr ausgehend von den verfügbaren Informationen der Zentralen Verwaltungsstelle oder des Verwalters oder Beraters des Master Fonds vom AIFM hinsichtlich ihrer Werthaltigkeit überprüft und gegebenenfalls wertberichtigt und vom beauftragten Wirtschaftsprüfer entsprechend überprüft.

Am Ende jedes Berichtszeitraums (gemäß der Festlegung der Zeiträume im Emissionsdokument) muss der Zeitwert jedes Vermögenswertes des Fonds anhand der beschriebenen Methodik neu festgelegt und gegebenenfalls unter Berücksichtigung folgender Vorgaben angepasst werden:

a. Aktualisierung des letzten verfügbaren Nettoinventarwertes, der vom AIFM, beziehungsweise der vom AIFM bestellten zentralen Verwaltungsstelle des Fonds und/oder dem/den Berater(n) des AIFMs, vorgelegt wird;

b. Cashflows während des Berichtszeitraums; und

c. Wechselkurs, sofern vorhanden, am Ende des Berichtszeitraums.

Vermögenswerte, die in einer anderen Währung als der Basiswährung oder in Euro ausgedrückt werden, werden auf der Grundlage des am betreffenden Bewertungsstichtag geltenden Wechselkurses umgerechnet. Falls kein Wechselkurs zur Verfügung steht, wird der Wechselkurs gutgläubig vom AIFM oder gemäß dem vom AIFM vorgegebenen Verfahren festgelegt.

Der AIFM kann nach eigenem Ermessen und in gutem Glauben die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode zulassen, wenn er davon ausgeht, dass diese Bewertung den Zeitwert eines beliebigen Vermögenswertes des Fonds besser zum Ausdruck bringt.

Alle Bewertungsregeln und Wertermittlungen müssen in Übereinstimmung mit den allgemein in Luxemburg zugelassenen Buchhaltungsgrundsätzen ausgelegt und durchgeführt werden.

Der Fonds behält sich das Recht vor, die Ermittlung des Nettoinventarwertes unter den im untenstehenden Artikel 12 dargelegten Umständen auszusetzen.

Sollten die Kurse oder Wertermittlung bestimmter von dem Fonds gehaltenen Vermögenswerte für die Ermittlung des Nettoinventarwertes pro Aktie nicht verfügbar sein, kann jeder dieser Kurse oder Wertermittlung durch den letzten bekannten Kurs (vorausgesetzt dieser letzte bekannte Kurs ist repräsentativ) oder durch die letzte Wertermittlung, wie vom AIFM festgelegt, ersetzt werden.

Bei der Ermittlung des Wertes der Vermögenswerte des Fonds bezieht sich die zentrale Verwaltungsstelle auf die Information, die ihr aus diversen Quellen vorliegen (einschließlich Verwalter und Berater des Master Fonds). Die zentrale Verwaltungsstelle ist nicht für die Richtigkeit der Angaben aus diesen Quellen verantwortlich.

In Bezug auf Anlagen in OGA jedoch und unter Berücksichtigung der geltenden Sorgfaltspflichten und Due Diligence-Standards kann die zentrale Verwaltungsstelle des Fonds beziehungsweise kann/können der/die Berater des AIFMs Bewertungen zugrunde legen, die vom AIFM und/oder von einem oder mehreren vom AIFM hierzu ordnungsgemäß befugten Spezialisten und/oder von den betreffenden Quellen/Verwaltern des Master Fonds bereitgestellt wurden.

In Fällen, in denen eine oder mehrere Quellen der zentralen Verwaltungsstelle zur Bewertung eines wichtigen Teils der Vermögenswerte des Fonds nicht zur Verfügung stehen, ist die zentrale Verwaltungsstelle berechtigt, den Nettoinventarwert nicht zu berechnen, und demzufolge möglicherweise nicht in der Lage, die Ausgabe- und Rücknahmepreise festzulegen. Der AIFM muss in diesem Fall von der zentralen Verwaltungsstelle informiert werden. Der AIFM kann dann entscheiden, die Ermittlung des Nettoinventarwertes gemäß dem im Artikel 12 erläuterten Verfahren auszusetzen.

Der AIFM hält mindestens alle sechs (6) Monate Versammlungen ab, um die Angemessenheit der auf der Ebene des Master Fonds vorgenommenen Bewertungen zu prüfen und diese bei den Versammlungen zu bestätigen. Die bei diesen Versammlungen getroffenen Beschlüsse werden protokolliert.

Der Fonds kann für die den Anlegern oder anderen Personen entstehenden Verluste nicht in die Haftung genommen werden, wenn solche Verluste mit Fehlern in der Berechnung des Nettoinventarwertes zusammenhängen, die auf Ungenauigkeiten in den Informationen vom Master Fonds und/oder von unabhängigen Dritten, die vom Master Fonds bestellt wurden, zurückzuführen sind.

11.2. Kalkulation des Nettoinventarwertes:

- Aktien des Fonds, die gemäß Artikel 9 der Satzung zurückgenommen werden sollen, gelten bis unmittelbar nach dem vom AIFM festgelegten Bewertungsstichtag als vorhanden und berücksichtigt; ab diesem Zeitpunkt gilt ihr Preis als Verbindlichkeit des Fonds bis sie durch den Fonds bezahlt werden;

- Von dem Fonds auszugebende Aktien gelten ab dem Ausgabedatum als ausgegeben; ab diesem Zeitpunkt und bis zum Erhalt durch den Fonds gilt ihr Preis als Verbindlichkeit gegenüber dem Fonds;

- Alle Anlagen, Barguthaben und sonstigen Vermögenswerte, die auf andere Währungen lauten als diejenigen, in denen der Nettoinventarwert berechnet wird, werden nach Berücksichtigung des auf dem größten geregelten Markt für den betreffenden Vermögenswert am Handelstag vor dem Bewertungsstichtag gültigen Wechselkurses bewertet;

11.3. Wenn sich der Fonds an einem beliebigen Bewertungsstichtag verpflichtet hat:

- Einen beliebigen Vermögenswert zu erwerben, wird der Wert des für den betreffenden Vermögenswert zu entrichtende Kaufpreis als Verbindlichkeit des Fonds, und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes als Vermögenswert des Fonds ausgewiesen;

- Einen beliebigen Vermögenswert zu verkaufen, wird der Wert des für den betreffenden Vermögenswert zu erhaltenden Kaufpreises als Vermögenswert des Fonds ausgewiesen, und der auszuliefernde Vermögenswert nicht in das Fondsvermögen einbezogen;

- Ist der genaue Wert oder die genaue Art des betreffenden Kaufpreises oder Vermögenswertes zum Bewertungsstichtag nicht bekannt, wird dieser Wert vom AIFM geschätzt.

11.4. Vom Fonds zu tragende Kosten

Vom Fonds zu tragende Kosten, Vergütungen und Ausgaben, welche für den oder vom Fonds veranlasst werden, erfolgen ausschließlich zu Lasten des Fonds.

Der Fonds trägt sämtliche Kosten im Zusammenhang mit seiner Tätigkeit und Verwaltung, soweit diese Kosten nicht von Dritten zu tragen sind. Zu den vom Fonds zu tragenden Kosten gehören:

- a. Kosten der Gründung und Errichtung;
- b. Kosten für die Erstellung, Änderung und Veröffentlichung des Emissionsdokumentes, der Satzung, sowie der Jahres- und Zwischenberichte sowie anderer Berichte und Mitteilungen an die Anleger;
- c. Kosten der Vergütung der Verwahrstelle, Zahlstelle, Register- und Transferstelle, Domizilierungs- und zentralen Verwaltungsstelle;
- d. sämtliche Kosten im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten (einschließlich Rechts-, Steuer- und sonstiger Beratungsgebühren);
- e. Prüfungs- und Rechtsberatungskosten einschließlich der Kosten für die Erstellung und Abgabe von Steuererklärungen oder sonstiger Bescheinigungskosten steuerlicher Daten und Nachweise für in- und ausländische Steuerzwecke;
- f. Steuern und öffentliche Abgaben;
- g. Kosten für die Beurteilung durch national und international anerkannte Rating-Agenturen;
- h. Kosten im Zusammenhang mit dem Erlangen und Aufrechterhalten eines Status, der dazu berechtigt, in einem Land direkt in Vermögensgegenstände investieren oder an Märkten in einem Land direkt als Vertragspartner auftreten zu können; und
- i. Kosten, inbegriffen nachgewiesene Reisekosten der Geschäftsführer des AIFMs im Rahmen dessen Tätigkeit als Geschäftsführer für den Fonds, bzw. für den jeweiligen Teilfonds.

Laufende, mit Beteiligungen verbundene Transaktionsaufwendungen werden den jeweiligen Beteiligungen als Transaktionskosten zugerechnet.

Zentrale Verwaltungsstelle und Verwahrstelle können aus den von ihnen vereinnahmten Vergütungen wechselseitig oder an Dritte Bestandspflege- und Serviceprovisionen zahlen; eine Belastung des Fonds mit zusätzlichen Kosten entsteht hierdurch nicht.

Die Kosten für die Gründung des Fonds sowie die Erstaussgabe von Aktien werden in dem Emissionsdokument aufgeführt und werden über einen Zeitraum von höchstens fünf (5) Jahren ab Beginn der Geschäftsaufnahme des Fonds abgeschrieben.

Der Fonds darf Kosten im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung von Vermögenswerten sowie andere Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art über einen geschätzten Betrag im Voraus über ein Jahr oder über andere Zeiträume berechnen und diese zu gleichen Teilen über die entsprechenden Zeiträume aufteilen.

Des Weiteren hat der Komplementär Anspruch auf Zahlung einer jährlichen Verwaltungsgebühr sowie der erfolgsbezogenen Vergütung, welche nach den Bestimmungen in dem Emissionsdokument zu berechnen sind.

Art. 12. Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes. Der Fonds kann die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie und pro Aktienklasse sowie die Ausgabe und Rücknahme der Aktien zeitweilig aussetzen, wenn und solange Umstände vorliegen, die dies erfordern und sofern die Einstellung und Berücksichtigung der Interessen der Anleger gerechtfertigt ist, insbesondere:

a. wenn (mit Ausnahme von gewöhnlichen Feiertagen oder den an Wochenenden üblichen Ruhetagen) eine oder mehrere Börsen oder Märkte, welche für einen wesentlichen Teil des Vermögens des Master Fonds die Bewertungsgrundlage bilden oder wenn eine oder mehrere ausländischen Devisenmärkte in der Währung, auf die ein wesentlicher Teil des Vermögens des Master Fonds lautet, aus anderen als den vorstehenden Gründen geschlossen sind oder der dortige Handel beschränkt oder ausgesetzt wird;

b. wenn als Folge außergewöhnlicher, außerhalb der Verantwortung und Kontrolle des AIFMs liegenden Gründen die Veräußerung oder Bewertung von Anlagen, die einen wesentlichen Teil des Fondsvermögens oder des Vermögens des Master Fonds ausmachen, unmöglich wird;

c. wenn aufgrund von Beschränkungen des Devisenverkehrs die Geschäfte für den Fonds oder den Master Fonds nicht zu den normalen Wechselkursen erfolgen können oder wenn der Wert der Vermögenswerte nicht wirksam ermittelt werden kann;

d. während eines Ausfalles der üblichen Kommunikationsmittel, die normalerweise zur Ermittlung des Kurses oder des Wertes der Anlagen oder der aktuellen Börsenkurse verwendet werden;

e. falls aus anderen Gründen der Nettoinventarwert des Fonds oder des Master Fonds nicht in der geforderten Schnelligkeit und Genauigkeit berechnet werden kann;

f. während eines Zeitraums, in dem der Fonds nicht dazu in der Lage ist, Gelder zu repatriieren (z.B. wenn der Master Fonds aus unbeeinflussbaren Gründen keine Ausschüttungen oder Rücknahme ermöglichen), die benötigt werden, um Zahlungen für die Rücknahme der Aktien zu leisten, oder indem die Gelder aus der Veräußerung oder für den Erwerb von Anlagen oder Zahlungen für die Rücknahme von Anteilen nach Ansicht des AIFMs nicht zu normalen Wechselkursen überwiesen werden können;

g. während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des AIFMs ungewöhnliche Umstände herrschen, unter denen es unmöglich ist oder unfair gegenüber den Anlegern wäre, den Handel mit den Aktien fortzusetzen;

h. während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des AIFMs unzureichende liquide Mittel die Rücknahme von Aktien unmöglich machen. Anleger, welche einen Rücknahmeantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt;

i. wenn die Auflösung des Fonds beschlossen wurde.

Der Fonds hat den Anlegern die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes, sofern diese länger als dreißig (30) Kalendertage andauert, unverzüglich in angemessener Weise mitzuteilen.

Während einer solchen Aussetzung des Handels werden keine Aktien ausgegeben oder zurückgenommen. Nach Möglichkeit werden alle angemessenen Maßnahmen ergriffen, um einen Aussetzungszeitraum so rasch wie möglich zu beenden.

Während der Dauer der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes dürfen Anleger ihre Zeichnungsaufträge und Rücknahmeanträge zurückziehen. Nicht zurückgezogene Zeichnungsaufträge und Rücknahmeanträge werden mit den bei Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes festgestellten Ausgabe- bzw. Rücknahmepreisen abgerechnet.

Abschnitt III - Verwaltung und Aufsicht

Art. 13. Der Geschäftsführer und Verwalter Alternativer Investmentfonds.

13.1. Der Komplementär ist ermächtigt, nach eigenem Ermessen einen Verwalter Alternativer Investmentfonds (AIFM) und Geschäftsführer, bei dem es sich nicht um einen unbeschränkt haftenden Gesellschafter des Fonds handeln muss, für den Fonds zu bestellen und abzurufen oder die Geschäftsführung und Verwaltung selbst auszuführen, sofern er alle gesetzlichen und regulatorischen Voraussetzungen erfüllt. Sofern der AIFM nicht die Voraussetzungen einer der Ausnahmetatbestände des Artikels 3 Abs. 2 der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2011 über die Verwalter alternativer Investmentfonds in der jeweils geltenden Fassung (die AIFM Richtlinie) bzw. des

jeweils anwendbaren nationalen Rechts erfüllt, hat der Komplementär in Übereinstimmung mit Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe a) des Gesetzes von 2013 einen AIFM zu bestellen, der ordnungsgemäß zur Verwaltung alternativer Investmentfonds auf Grundlage des jeweiligen zur Umsetzung der AIFM Richtlinie ergangenen nationalen Rechts zugelassen ist.

Der Fonds untersteht vorliegend der Verwaltung des AIFMs, welcher vom Komplementär als AIFM und Geschäftsführer bestellt wurde.

Der mit dem AIFM geschlossene Vertrag betreffend die Verwaltung und Geschäftsführung alternativer Investmentfonds, durch welchen der AIFM als AIFM und Geschäftsführer des Fonds durch den Komplementär bestellt wurde, beinhaltet vor allem Regelungen zur Beendigung dieses Vertrages. Insbesondere beinhaltet der Vertrag Bestimmungen gemäß derer der Komplementär den AIFM, im eigenen Ermessen, als AIFM und Geschäftsführer des Fonds abberufen kann. Die Abberufung und Neubestellung des AIFMs als AIFM und Geschäftsführer ist allerdings nur möglich sofern für den Fonds durch den Komplementär zeitgleich ein neuer AIFM und Geschäftsführer bestellt wird, wobei die Verwaltung und Geschäftsführung des Fonds bei Vorliegen der erforderlichen Voraussetzungen, wie oben beschrieben, auch durch den Komplementär selbst vorgenommen werden können. Die Abberufung und Neubestellung des AIFMs ist in jedem Fall im Vorfeld von der CSSF zu genehmigen.

Jeder Verweis auf den AIFM in dieser Satzung gilt als Verweis auf den AIFM in seiner Funktion als Verwalter Alternativer Investmentfonds oder als Verweis auf den AIFM in seiner Funktion als Geschäftsführer des Fonds.

13.2. Gemäß den in dieser Satzung bestimmten Einschränkungen:

(a) ist der AIFM mit den umfassenden Vollmachten ausgestattet, um den Fonds im Interesse der Anleger entsprechend den Bedingungen der vorliegenden Satzung und den Luxemburger Gesetzen und Verordnungen zu verwalten und um alle Rechte und Pflichten auszuüben, welche mittelbar oder unmittelbar mit dem Fondsvermögen zusammenhängen; und

(b) hat der AIFM in seinem alleinigen Ermessen das volle und alleinige Recht, die Befugnis und Legitimation jegliche Aufgaben des Fonds wahrzunehmen und alles Erforderliche zur Erreichung des Zwecks des Fonds im Sinne des Artikels 3 dieser Satzung zu veranlassen. Er ist insbesondere verantwortlich für die Geschäftsführung und Leitung des Fonds, insbesondere für das Anlagetagesgeschäft des Fonds, die Investitionsentscheidungen, sowie die Verfolgung der Investitionsziele einschließlich der Umsetzung der Anlagepolitik. Des Weiteren kann der AIFM Techniken und Instrumente in Bezug auf übertragbare Sicherheiten, Währungen oder andere Kapitalanlagen im Zusammenhang mit deren Investitions politik oder einer effizienten Portfolioverwaltung anwenden.

13.3. Gegenüber Dritten, außer im Falle der Unterzeichnung und Beendigung des mit dem AIFM abzuschließenden Vertrages über die Verwaltung und Geschäftsführung des Fonds, was ausschließlich vom Komplementär vorgenommen werden soll, wird der Fonds durch die alleinige Unterschrift des AIFMs, handelnd durch eine oder mehrere Unterzeichnungsbevollmächtigte oder durch die einzelne oder gemeinschaftliche Unterzeichnung anderer Personen, an welche diese Befugnis durch den AIFM in seinem Ermessen übertragen wurde, wirksam verpflichtet.

13.4. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung der Hauptversammlung zugewiesen werden, fallen in den Zuständigkeitsbereich des AIFMs. Dem AIFM steht ein Vetorecht gegen sämtliche Entscheidungen der Hauptversammlung zu, die die Rechte des Fonds gegenüber Dritten betreffen oder durch die die Satzung geändert wird.

Art. 14. Rücktritt des Komplementärs.

14.1. Der Komplementär ist nicht befugt während den ersten fünf (5) Jahren seit Auflegung des Fonds zu kündigen. Setzt der Komplementär nach den fünf (5) Jahren sein Amt fort, verlängert sich seine Amtszeit automatisch um weitere drei (3) Jahre.

14.2. Der Komplementär kann nur dann zurücktreten, wenn er für seine Rechtsnachfolge einen Nachfolger bestimmt hat und er die Genehmigung dieses Nachfolgers durch die Hauptversammlung in Form eines bestätigenden Abstimmungsergebnisses der Anleger, die mehr als fünfzig (50) Prozent der ausgegebenen Aktien halten und zur Abstimmung berechtigt sein müssen, einholt.

14.3. Falls kein Nachfolger innerhalb von drei (3) Monaten nach der Verkündung der Kündigung durch den Komplementär bestimmt wird, wird der AIFM eine Hauptversammlung einberufen um über die Liquidation des Fonds zu entscheiden.

Art. 15. Amtsenthebung des Komplementärs.

15.1. Der Komplementär kann bei einer Hauptversammlung aus seinem Amt entfernt werden durch:

(a) bestätigenden Beschluss der Anleger, die mehr als achtzig (80) Prozent der stimmberechtigten Aktien halten.

Dabei kann ein derartiger Amtsenthebungsbeschluss nur in folgenden Fällen verabschiedet werden:

(i) Betrug, grobe Fahrlässigkeit, bösgläubiges Handeln, vorsätzlicher Verstoß oder rücksichtslose Nichtbeachtung des Komplementärs im Hinblick auf seine Pflichten hinsichtlich des Fonds einschließlich des Versäumnisses, den AIFM trotz Vorliegens eines in diesem Artikel aufgezählten Grundes in der Person des AIFMs ohne schuldhaftes Zögern abberufen, wobei die entsprechende Feststellung einer solchen Tatsache in jedem Fall einem zuständigen Gericht obliegt; oder

(ii) der Komplementär wird als zahlungsunfähig erklärt, ihm wird ein Zahlungsaufschub gewährt oder er wird aufgelöst;

(b) bestätigenden Beschluss der Anleger, die mehr als achtzig (80) Prozent der stimmberechtigten Aktien halten in einer Hauptversammlung, welche innerhalb von drei (3) Monaten nach dem fünften (5.) Jahrestag und nachfolgend an jedem

dritten (3.) Jahrestag abgehalten wird. Der Komplementär hat in diesem Zusammenhang kein Stimmrecht. Er darf nur seine Meinung in Bezug auf den gefassten Beschluss gegenüber den Anlegern äußern.

15.2. Im Falle der Amtsenthebung des Komplementärs wird die Hauptversammlung durch bestätigenden Beschluss der Anleger welche über fünfzig (50) Prozent der stimmberechtigten Aktien halten einen Nachfolger bestimmen.

15.3. Eine derartige Amtsenthebung tritt durch Umsetzung eines für den Rechtsberater des Fonds zufriedenstellenden Vertrages in Kraft, in dessen Rahmen der Nachfolger des Komplementärs dessen Rechte und Pflichten gegenüber dem Fonds gemäß dieser Satzung mit Wirkung ab seiner Bestellung übernimmt und durch den die Bezeichnung des Fonds, soweit dies vom Komplementär gefordert wird, zu ändern ist.

Art. 16. Weitere Konsequenzen eines Rücktritts oder einer Amtsenthebung des Komplementärs. Wird ein Rücktritt oder eine Amtsenthebung des Komplementärs gemäß Artikel 14 oder 15 bestandskräftig, enden umgehend sämtliche Beratungs- oder Vermittlungsverträge welche er eingegangen ist, insbesondere auch der mit dem AIFM geschlossene Vertrag betreffend die Verwaltung und Geschäftsführung des Fonds, sowie jegliche Rechte und Pflichten des Komplementärs, wobei wie folgt gilt:

(a) der Komplementär hat, gemäß dieser Satzung, bis zum Datum des Inkrafttretens des Rücktritts oder der Amtsenthebung einen Anspruch auf Auszahlung seiner Vergütung und von Rückerstattungen; und

(b) der ausscheidende Komplementär hat, gemäß dieser Satzung, in seiner Funktion als Komplementär, weiterhin einen Anspruch auf Zahlung von Entschädigungen hinsichtlich aller Angelegenheiten die vor dem Rücktritt oder der Amtsenthebung eingetreten sind und der Komplementär übernimmt gegenüber dem Fonds keine Haftung als Komplementär für die Angelegenheiten, die nach Rücktritt oder Amtsenthebung eintreten.

Art. 17. Eigenständige Verbindlichkeiten des Komplementärs. Der Komplementär verpflichtet sich hiermit, dass er zu allen Zeiten ordnungsgemäß und fristgerecht seine eigenständigen und privaten gegenwärtigen und zukünftigen Schulden und Verpflichtungen zahlen bzw. leisten wird, die ihm als Schuldner und nicht in seiner Funktion als Komplementär des Fonds entstehen und dass er den Fonds und die Anleger sowie deren persönliche Vertreter, Vermögen und von daraus entstehenden Ersatzpflichten schadlos halten wird sowie von den dadurch entstehenden Verbindlichkeiten, Klagen, Verfahren, Kosten, Forderungen und Ansprüchen freihalten wird.

Art. 18. Übertragung von Befugnissen.

18.1. Der AIFM kann jegliche ihm zustehenden Befugnisse im Hinblick auf die täglichen Geschäfte und die Führung des Fonds im Rahmen der täglichen Geschäfte sowie seine Befugnisse zur Durchführung von Handlungen zur Förderung des Zweckes des Fonds, Vollmachten (einschließlich der Befugnis als Unterschriftenbevollmächtigter des Fonds zu handeln) oder Ermessensfreiheiten (einschließlich der Erfüllungspflichten und Delegierungsbefugnisse) an andere Personen (auch an verbundene Unternehmen) auf die von ihm als angemessen betrachtete Weise und unter den von ihm als angemessen betrachteten Bedingungen übertragen.

18.2. Der AIFM kann somit Führungskräfte, einschließlich Geschäftsführer und stellvertretende Geschäftsführer sowie weitere Führungskräfte ernennen, wenn ihm dies für den Betrieb und die Verwaltung des Fonds notwendig erscheint. Diese Bestellungen können von ihm jederzeit widerrufen werden. Sofern in der vorliegenden Satzung nichts anderes bestimmt ist, besitzen die Führungskräfte die Rechte und Pflichten, die ihnen vom AIFM erteilt werden.

18.3. Der AIFM kann außerdem weitere Handlungsbevollmächtigte bestellen, bei denen es sich nicht um Mitglieder des AIFMs handeln muss und die mit von ihm festgelegten Befugnissen ausgestattet werden.

18.4. Der AIFM kann von Zeit zu Zeit einen oder mehrere Beauftragte, Berater und/oder einen Beirat bzw. Beiräte bestellen/bilden, die aus Mitgliedern des AIFMs und/oder externen Personen gebildet werden, auf welche er entsprechende Vollmachten und Funktionen übertragen kann.

18.5. Der AIFM bestimmt den Umfang der Befugnisse, Pflichten und der Vergütung (falls gegeben) seiner Geschäftsführer, Berater und Beiräte, die Dauer ihrer Einsetzung und sonstige relevante Bedingungen im Zusammenhang mit der Einsetzung gemäß den näheren im Emissionsdokument enthaltenen Bestimmungen.

Art. 19. Interessenskonflikte.

19.1. Kein Vertrag oder sonstige Transaktion zwischen dem Fonds und jeder anderen Gesellschaft oder Firma kann dadurch beeinträchtigt oder ungültig gemacht werden, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Führungskräfte des AIFMs an dieser anderen Gesellschaft oder Firma beteiligt oder Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Führungskraft oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder Firma sind. Kein Verwaltungsratsmitglied oder jede Führungskraft des AIFMs, der bzw. die als Verwaltungsratsmitglied, Führungskraft oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft oder Firma tätig ist, mit der der Fonds Verträge abschließt oder anderweitig Geschäfte tätigt, darf auf Grund seines / ihrer Zugehörigkeit zu der anderen Gesellschaft oder Firma daran gehindert werden, über Angelegenheiten im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder anderen Geschäften zu beraten und darüber abzustimmen, oder diesbezüglich tätig zu werden, es sei denn, ein bestehender Interessenkonflikt zwischen dem Fonds und der anderen Gesellschaft oder Firma kann anderweitig nicht hinreichend identifiziert, beobachtet und verhindert bzw. beigelegt werden.

19.2. Sollte ein Verwaltungsratsmitglied oder eine Führungskraft des AIFMs ein Interesse an einer Transaktion des Fonds haben, die im Widerspruch zu den Interessen des Fonds steht, muss das betreffende Verwaltungsratsmitglied bzw. die Führungskraft den AIFM diesen Interessenkonflikt melden und darf sich nicht an den Beratungen oder Abstimmungen

über die betreffende Transaktion beteiligen. Der diesbezügliche Interessenkonflikt des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds bzw. der Führungskraft muss der nächsten Versammlung der Anleger mitgeteilt werden.

19.3. In jedem Fall setzt der AIFM, bevor er eine Transaktion für den Fonds tätigt, die Anleger unmissverständlich über die allgemeine Art bzw. die Quellen der Interessenkonflikte in Kenntnis, falls die vom AIFM zur Ermittlung, Vorbeugung, Beilegung und Beobachtung von Interessenkonflikten getroffenen organisatorischen Vorkehrungen nicht ausreichen, um nach vernünftigem Ermessen zu gewährleisten, dass das Risiko einer Beeinträchtigung von Interessen der Anleger vermieden wird.

19.4 Der in diesem Artikel verwendete Begriff "Interessenskonflikt" versteht sich ausschließlich im Verhältnis zu oder im Interesse bezüglich Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen, in welche der Initiator, der AIFM, ein Beauftragter, Berater, Beiräte, die Verwahrstelle oder andere Personen, Gesellschaften oder juristische Personen involviert sind, die von Zeit zu Zeit vom AIFM nach dessen Ermessen festgelegt werden.

Art. 20. Haftung der Verwaltungsratsmitglieder des AIFMs.

20.1. Der Fonds kann jedes Verwaltungsratsmitglied des AIFMs oder des Komplementärs, jede Führungskraft oder jedes Ausschussmitglied und seine Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter von zumutbaren Kosten freistellen, die diesen Personen in ihrer Eigenschaft als derzeitiges oder früheres Verwaltungsratsmitglied, als Führungskraft oder Ausschussmitglied des Fonds bzw. einer beliebigen anderen Gesellschaft, deren Gesellschafter oder Gläubiger der Fonds ist und von deren Seite keinerlei Anspruch auf Entschädigung besteht, wobei es sich bei einer solchen oben genannten Gesellschaft nur um eine direkte oder indirekte Tochtergesellschaft des Fonds oder des Master Fonds handeln oder aber der Fonds oder der Teilfonds des Master Fonds in diese Gesellschaft in einer anderen Form im Rahmen seiner zulässigen Anlagetätigkeit investiert haben muss und bei beiden Alternativen darüber hinaus die oben genannten Personen ausschließlich aufgrund des Investments des Teilfonds des Master Fonds und auf deren Veranlassung in der anderen Gesellschaft tätig sind oder waren, im Zusammenhang mit einer Klage, einem Rechtsstreit oder Gerichtsverfahren entstehen. Ausgenommen sind solche Angelegenheiten, in denen die vorgenannten Personen in Bezug auf eine solche Klage, einen Rechtsstreit oder ein Gerichtsverfahren auf Grund von grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz haften. Bei einem Vergleich wird eine Freistellung nur für unter den Vergleich fallende Vorgänge gewährt, in deren Zusammenhang der Fonds von seinem Rechtsberater bestätigt wird, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat.

20.2. Der AIFM kann beschließen, dass Kosten, die einem Verwaltungsratsmitglied, einer Führungskraft des AIFMs oder des Komplementärs oder einem Ausschussmitglied gemäß diesem Artikel tatsächlich entstehen, dem freizustellenden Verwaltungsratsmitglied oder der Führungskraft im Voraus zu zahlen sind, vorausgesetzt, das betreffende Verwaltungsratsmitglied bzw. die Führungskraft erstattet die vorgestreckten Beträge zurück, wenn abschließend festgestellt wird, dass bei der betreffenden Angelegenheit nicht mit der für eine Freistellungserteilung erforderlichen und gebotenen Sorgfalt gehandelt wurde.

20.3. Der vorstehende Freistellungsanspruch schließt andere Rechte nicht aus, auf die ein Verwaltungsratsmitglied oder eine Führungskraft des AIFMs oder des Komplementärs möglicherweise Anspruch hat.

Art. 21. Abschlussprüfer.

21.1. Der im Geschäftsbericht des Fonds enthaltene Jahresbericht wird von einem oder mehreren Abschlussprüfer(n) („réviseur d'entreprises agréé“) geprüft, der vom AIFM bestellt und von dem Fonds vergütet wird.

21.2. Der Abschlussprüfer hat sämtliche gesetzlich vorgeschriebenen Pflichten zu erfüllen.

Abschnitt IV - Hauptversammlungen

Art. 22. Vollmachten. Die Hauptversammlung vertritt sämtliche Anleger des Fonds. Ihre Beschlüsse sind für alle Anleger des Fonds bindend. Ihr steht die Befugnis zur Anordnung, Durchführung oder Ratifizierung sämtlicher Tätigkeiten zu, welche im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit des Fonds stehen, wobei dem AIFM hierbei ein Einspruchsrecht zusteht.

Art. 23. Jahreshauptversammlungen der Anleger. Die Jahreshauptversammlung wird gemäß dem Luxemburger Recht am eingetragenen Geschäftssitz des Fonds oder aber an einem anderen in der Einladung genannten Ort am jeweils letzten Dienstag des Monats Juni um 10:00 Uhr vormittags abgehalten. Sofern es sich bei diesem Tag nicht um einen Geschäftstag handeln sollte, findet diese Jahreshauptversammlung am darauf folgenden Geschäftstag statt.

Art. 24. Hauptversammlungen der Anleger.

24.1. Die Hauptversammlung wird vom AIFM einberufen. Darüber hinaus ist der AIFM dazu verpflichtet, eine Hauptversammlung innerhalb einer Frist von einem (1) Monat einzuberufen, wenn dies von Anlegern, die mindestens ein Zehntel (1/10) des Kapitals vertreten, schriftlich unter Angabe der Tagesordnung gefordert wird.

24.2. Weitere Hauptversammlungen können an den in den jeweiligen Einberufungen genannten Orten und zu den dort genannten Zeiten abgehalten werden.

24.3. Die Anleger versammeln sich nach Aufruf des AIFMs in Form einer Einberufung, in der die Tagesordnung genannt ist und die per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung an jeden Anleger an dessen im Aktienregister angegebene Anschrift versendet wird. Die Tagesordnung wird vom AIFM festgelegt, es sei denn, die Versammlung findet

aufgrund schriftlicher Einberufung durch die Anleger statt; in diesem Fall kann der AIFM eine zusätzliche Tagesordnung erstellen.

24.4. Sind sämtliche stimmberechtigte Anleger persönlich oder durch Vertretung anwesend und befinden, dass sie ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnungspunkte informiert worden sind, so kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einberufung tagen.

24.5. Die bei Hauptversammlungen behandelten Themen beschränken sich auf die in der Tagesordnung festgesetzten Punkte (wozu auch alle kraft Gesetzes erforderlichen Themen gehören) sowie sämtliche mit ihnen verbundenen geschäftlichen Angelegenheiten.

24.6. Jede Aktie verleiht gemäß luxemburgischem Gesetz und der vorliegenden Satzung Anspruch auf eine (1) Stimme. Nur ganze Aktien sind stimmberechtigt.

24.7. Ein Anleger kann sich bei der Hauptversammlung aufgrund einer schriftlich erteilten Vollmacht durch eine andere Person, bei der es sich nicht um einen Anleger handeln muss, vertreten lassen. Die Vollmacht muss mindestens fünf (5) Tage vor der Hauptversammlung am Sitz des Fonds hinterlegt werden.

24.8. Soweit nicht anderweitig durch Gesetz oder diese Satzung vorgesehen, werden die Beschlüsse der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden und abgegebenen Stimmen verabschiedet.

24.9. Sofern gesetzlich oder in der vorliegenden Satzung nichts anders bestimmt ist, werden Beschlüsse der Hauptversammlung der Anleger mit der einfachen Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger gefasst.

Abschnitt V - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt jedes Jahr am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Geschäftsbericht.

26.1. Der AIFM erstellt jährlich eine Bilanz mit einer Gewinn- und Verlustrechnung sowie eine Bestandsaufnahme, welche die Werte der Aktiva und Passiva des Fonds auflistet, mit einem Zusatz, welcher die Verpflichtungen und Verbindlichkeiten der leitenden Angestellten, Direktoren und gesetzlichen Abschlussprüfer gegenüber dem Fonds zusammenfasst.

26.2. Jeder Anleger kann die Bestandsaufnahme und die Bilanz am Sitz des Fonds einsehen.

26.3. Spätestens sechs (6) Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der AIFM einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

Art. 27. Ausschüttungen.

27.1. Ausschüttungen erfolgen gemäß der im Emissionsdokument dargelegten Rangfolge der Zahlungen unter Bezugnahme auf die vom Master Fonds erhaltenen Gesamterträge (Zinsen, Dividenden oder sonstige Positionen). Die Hauptversammlung der Anleger legt auf Vorschlag des AIFMs innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Grenzen fest, wie die Gewinne des Fonds, sofern vorhanden, verwendet werden. Sie kann gegebenenfalls Dividenden ausweisen, wenn das Kapital des Fonds nicht unter das festgelegte Mindestkapital fällt.

Der AIFM kann zu jeder Zeit gemäß der vorliegenden Satzung und den Bestimmungen im Emissionsdokument Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Die Ausschüttung von freier Liquidität aus der Anlagetätigkeit des Fonds kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Verlusten oder Gewinnen erfolgen, vorausgesetzt, dass nach der Ausschüttung der Nettoinventarwert des Fonds mindestens dem nach luxemburgischem Recht geforderten Mindestkapital entspricht.

27.2. Ausschüttungen erfolgen in Euro zu dem Zeitpunkt und an dem Ort, welche vom AIFM festgelegt werden.

27.3. Der Fonds strebt eine langfristig stabile Wertentwicklung an. Ziel ist es, eine jährliche Dividende von mindestens sechs (6) Prozent auf Basis des Nettoinventarwertes pro Aktie auszuschütten.

Der AIFM kann die erwirtschafteten Dividenden an die Anleger ausschütten oder diese Erträge thesaurieren. Über einen Zeitraum von bis zu zwei (2) Jahren nach Auflegung des Fonds werden sämtliche Erträge thesauriert. Ab dem dritten (3.) Jahr sollen Dividenden auf der Basis des bis dahin erarbeiteten Nettoinventarwerts ausgeschüttet werden.

27.4. Die vom AIFM vorzuschlagenden Dividendenausschüttungen unterliegen der Entscheidung der jährlichen Hauptversammlung der Anleger. Die Zahlung der Dividenden wird unmittelbar nach der jährlichen Hauptversammlung durchgeführt. Beschlüsse über Zwischenausschüttungen bedürfen keiner Beschlussfassung der Hauptversammlung.

27.5. Auf eine von dem Fonds ausgewiesene und von ihm dem Begünstigten zur Verfügung gestellte Dividende werden keine Zinsen gezahlt.

27.6. Der Fonds wird keine Reinvestition vornehmen. Der Master Fonds kann allerdings auf Reinvestitionen zurückgreifen.

27.7. Eventuelle Ausschüttungen erfolgen auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen und ausschüttungsberechtigten Aktien.

27.8. Eine ausgewiesene, aber nicht ausgeschüttete Dividende für eine Aktie kann vom Inhaber der betreffenden Aktie nach Ablauf eines Zeitraums von fünf (5) Jahren nach der entsprechenden Benachrichtigung nicht mehr beansprucht werden, außer wenn der AIFM auf diesen Zeitraum verzichtet oder ihn für alle Aktien verlängert hat. Nach Ablauf dieses

Zeitraums fällt die betreffende Dividende wieder an den Fonds zurück. Der AIFM ist befugt, gegebenenfalls alle erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen und diese Maßnahmen im Auftrag des Fonds zu genehmigen, um die entsprechende Rückführung an den Fonds abzuschließen.

Art. 28. Verwahrstelle.

28.1. Im gesetzlich erforderlichen Umfang schließt der Fonds, in Anwesenheit des AIFMs, mit einer von der CSSF zugelassenen Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg, welche den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 genügt, einen Verwahrstellenvertrag ab (die Verwahrstelle).

28.2. Die Funktion der Verwahrstelle, sowie ihre Pflichten und Zuständigkeiten richten sich nach dem Gesetz von 2007, dem Gesetz von 2013 und der delegierten Verordnung (EU) 231/2013 der Kommission vom 19. Dezember 2012 zur Ergänzung der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates, dem Verwahrstellenvertrag, dieser Satzung sowie dem Emissionsdokument.

28.3. Die Verwahrstelle wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwahrstellenvertrag vorgesehen ist und ausschließlich im Interesse des Fonds und seiner Anleger handeln. Insbesondere beinhaltet dies:

- (a) Geld in Geldkonten zu halten und Geldströme zu beobachten;
- (b) verwahrfähige Finanzinstrumente für den Fonds zu verwahren;
- (c) die Eigentümerüberprüfung und Buchhaltungspflichten im Hinblick auf sonstige Vermögenswerte des Fonds;
- (d) die Durchführung von Beobachtungs- und Prüfungsaufgaben.

Sofern das Recht eines Drittstaates erfordert, dass bestimmte Finanzinstrument durch eine örtliche Einrichtung verwahrt werden und keine örtliche Einrichtung vorhanden ist, die die Anforderungen an die Delegation von Aufgaben der Verwahrstelle nach Artikel 19 Abs. 11 d) (ii) des Gesetzes von 2013 erfüllt, ist der Fonds ausdrücklich dazu befugt, die Verwahrstelle schriftlich aus ihrer Verantwortung im Hinblick auf die Verwahrung solcher Finanzinstrumente für den Fall zu entlassen, dass die Verwahrstelle vom Fonds oder dem AIFM angewiesen wurde, die Verwahrung solcher Finanzinstrumente an eine solche lokale Einrichtung zu delegieren und unter der Voraussetzung, dass die Bedingungen des Artikels 19 Abs. 14 des Gesetzes von 2013 erfüllt sind.

28.4. Sollte die Verwahrstelle den Wunsch haben, sich aus den Geschäften mit dem Fonds zurückzuziehen, so muss der AIFM sich nach Kräften bemühen, innerhalb von zwei (2) Monaten mit Zustimmung der CSSF einen Nachfolger für die Verwahrstelle zu finden.

28.5. Der AIFM kann den Vertrag mit der Verwahrstelle kündigen. Die Verwahrstelle darf nicht entlassen werden, bevor mit Zustimmung der CSSF ein Nachfolger für sie ernannt wurde.

Art. 29. Zusammenlegung/Teilung von Aktien. Der AIFM kann Aktien zusammenlegen oder teilen. Die Anleger werden über jeden Beschluss bezüglich der Zusammenlegung oder Teilung spätestens einen (1) Monat vor Inkrafttreten einer solchen Zusammenlegung oder Teilung unterrichtet. Eine Beantragung einer Rücknahme ist in diesem Falle nicht gegeben.

Eine solche Zusammenlegung oder Teilung kann ebenfalls durch Beschluss der Hauptversammlung erfolgen. Der Beschluss einer solchen Versammlung kann mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger ohne das Erfordernis eines Quorums gefasst werden.

Art. 30. Auflösung.

30.1. Der Fonds kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Anleger aufgelöst werden, für den die in Artikel 24 der vorliegenden Satzung genannten Anforderungen im Hinblick auf Beschlussfähigkeit und Mehrheit gelten.

30.2. Sollte das Fondskapital unter zwei Drittel des gesetzlichen beziehungsweise des in Artikel 5 der vorliegenden Satzung genannten Mindestkapitals fallen, ist die Frage der Auflösung des Fonds vom AIFM an die Hauptversammlung der Anleger zu richten. Die Hauptversammlung der Anleger, für die keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit der einfachen Stimmenmehrheit der bei der Versammlung anwesenden und vertretenen Aktien.

30.3. Die Hauptversammlung der Anleger muss sich ebenfalls mit der Auflösung des Fonds befassen, wenn das Fondskapital unter ein Viertel des gesetzlichen beziehungsweise des in Artikel 5 der vorliegenden Satzung genannten Mindestkapitals fällt. In diesem Fall findet die Hauptversammlung der Anleger ohne Vorschriften im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit statt, und die Auflösung kann mit den Stimmen der Anleger beschlossen werden, die ein Viertel der bei dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien besitzen.

30.4. Die Hauptversammlung ist derart einzuberufen, dass sie innerhalb eines Zeitraums von vierzig (40) Tagen ab Feststellung der Tatsache, dass das Fondskapital unter zwei Drittel beziehungsweise ein Viertel des gesetzlichen beziehungsweise des in Artikel 5 der vorliegenden Satzung vorgeschriebenen Mindestkapitals gefallen ist, abgehalten werden muss.

30.5. Die Auflösung des Fonds erfolgt durch einen oder mehrere Insolvenzverwalter (bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann), welche von der Versammlung der mit der Auflösung betrauten Anleger ernannt werden. Diese Versammlung legt auch die Vollmachten und die Vergütung der Insolvenzverwalter fest. Die Auflösung erfolgt gemäß den gesetzlichen Vorschriften.

30.6. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des AIFMs wird der Fonds mit dem Datum der Beschlussfassung über die Auflösung bis zur Durchführung des Auflösungsbeschlusses keine Aktien des Fonds mehr ausgeben oder zurücknehmen.

30.7. Der Reinerlös aus der Auflösung ist an die Anleger nach Maßgabe des Besitzes an den Aktien des Fonds auszubahlen.

30.8. Alle Auflösungserlöse, die nach der Auflösung nicht an ihre Begünstigten ausgeschüttet werden können, werden im Namen der Anspruchsberechtigten bei der „Caisse de Consignation“ hinterlegt.

30.9. Beträge, die nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist aus dieser Verwahrung gefordert werden, können gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts verfallen.

Art. 31. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann jederzeit durch eine Hauptversammlung der Anleger, die den Anforderungen des Gesetzes von 1915 in der derzeit geltenden Fassung im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit entspricht, geändert werden. Gemäß Artikel 13.4 steht dem AIFM ein Vetorecht bezüglich der oben genannten gefassten Beschlüsse zu.

Art. 32. Allgemeine Feststellung. Im Maskulinum verwendete Begriffe umfassen das Femininum. Angaben in Bezug auf Personen oder Anleger gelten auch für Unternehmen, Personengesellschaften, Verbände und andere organisierte eingetragene oder nicht eingetragene Personengruppen.

Art. 33. Geltendes Recht. Für sämtliche Angelegenheiten, die nicht in vorliegender Satzung geregelt werden, sind das luxemburgische Gesetz von 1915, das Gesetz von 2013 sowie das Gesetz von 2007 in den jeweils gültigen Fassungen maßgeblich.“

Zustimmung des General Partners

Der General Partner stimmt der vorstehend beschlossenen Änderung und Neufassung der Satzung ausdrücklich zu.

Voraussichtliche Kosten

Die voraussichtlichen Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche dem Fonds aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausend einhundert Euro (EUR 1.100,-) betragen.

Erklärung

Dem Vorgenannten entsprechend, wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg am zu Beginn dieses Dokumentes genannten Tag erstellt.

Nachdem die Urkunde der Versammlungsleitung vorgelesen wurde, wurde diese von der Versammlungsleitung gemeinsam mit dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. MIELCAREK, S. STEEVENS, E. MEDAGLI, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 25 novembre 2015. Relation: DAC/2015/20083. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 27. November 2015.

Référence de publication: 2015191926/732.

(150215401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Duaruz Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 156.700,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 146.843.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 novembre 2015

- Il est pris acte de la démission de Madame Stéphanie COLLEAUX en tant que gérant de catégorie B avec effet au 22 septembre 2015.

- Il est pris acte de la nomination de Monsieur Jean-Hugues DOUBET, né le 7 mai 1974 à Strasbourg (F), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg en tant que gérant de catégorie B avec effet au 22 septembre 2015 en remplacement de Madame Stéphanie COLLEAUX, démissionnaire, pour une durée indéterminée.

Fait à Luxembourg, le 12 novembre 2015.

Certifié sincère et conforme

DUARUZ INVESTMENTS S.A R.L.

Référence de publication: 2015191812/16.

(150215499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.